



**COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN  
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK**

**CONSEIL COMMUNAL DU 31 AOÛT 2022  
GEMEENTERAAD VAN 31 AUGUSTUS 2022**

NOTES EXPLICATIVES  
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 18:00  
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

- 1 **Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative au nouveau projet d'aménagement de circulation installé en phase test au croisement de la rue Vanderstichelen et de la rue Vandenboogaerde.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne dont le texte suit :

Madame la Bourgmestre ,

Mesdames les Echevines, Messieurs les échevins,

Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers Communaux,

Nous, signataires et habitants du quartier Maritime de Molenbeek, vous interpellons au conseil communal pour vous exprimer notre grand mécontentement au sujet du nouvel aménagement de la circulation installé en phase test au croisement de la rue Vanderstichelen et de la rue Vandenboogaerde.

En effet, nous déplorons que vous ayez supprimé le double sens de ces rues sans aucune concertation avec les habitants du quartier qui auront désormais difficile à pouvoir se rendre à leur domicile et se retrouve actuellement à devoir faire des détours interminables pour rentrer chez eux.

L'impact de ce changement est une véritable catastrophe. Des tonneaux ont été placés en plein milieu de l'intersection entre les deux rues qui causent de gros soucis pour les usagers. Ce nouveau carrefour n'a engendré que frustration et complications pour les habitants du quartier sans oublier les commerçants qui voient leur activité commerciale asphyxiée suite à ces modifications. Plus encore, les espaces prévus pour traverser ce carrefour ont tellement mal été pensée et conçue que des camionnettes et remorques n'arrivaient même pas à traverser ce carrefour !

Cette interpellation citoyenne se veut être constructive tout en dénonçant ce qui nous semble être une dérive. Elle s'articulera autour de quatre axes : démocratique, socio-économique, technique et éthique.

Ainsi, nous nous demandons si une étude d'incidences et de faisabilité de cet aménagement a été menée au préalable ? Cette question est tout autant légitime vue qu'aucune enquête publique ni participative n'a été organisée ? Pourquoi apprenons-nous que seuls certains habitants « amis des échevins et proche de la Ministre régionale, Elke Van Den Brandt en charge de la Mobilité au niveau régional ont été consultés ? Pourquoi n'avoir pas tenu de réunion de quartier pour informer et écouter ce qu'en pense le riverain ? Pourquoi n'avons-nous pas reçu d'invitation préalable afin de nous informer et de consulter sur ces modifications ? Au lieu de cela, les habitants des rues concernées ou uniquement reçu un flyer dans leur boîte aux lettres pour leur informer de la date de

prise d'effet de cette modification. Est-ce que les habitants du quartier Maritime sont donc même à ce niveau-là freiné dans leur participation citoyenne ? Ne méritent-ils pas d'être consultés, vu que la plupart des familles des rues concernées par cette modification habitent le quartier depuis plusieurs générations ?

Non Monsieur l'échevin, de tels remaniements ne doivent pas se faire dans de telles circonstances, et surtout pas durant les vacances. Ce genre de projet doit absolument faire l'objet d'une concertation avec les principaux concernés, c'est-à-dire les habitants du quartier. Au vu du nombre de signataires de notre pétition, vous comprenez également que si concertation a eu lieu, elle n'a pas été représentative du tout.

Monsieur l'Échevin, sachez que les habitants et les commerçants du quartier Maritime se sont vraiment sentis méprisés. Nous pensions naïvement que la participation du peuple aux décisions était une partie des solutions à apporter, mais nous nous sommes apparemment trompés ou nous ne disposons certainement pas du même carnet d'adresses que certaines associations prônent une idéologie extrême de l'écologie. Car oui, nous savons également qu'un nombre de collaborateurs du cabinet de la Ministre VDB en charge de la mobilité habitent le quartier et tente grâce à leur contact privilégié et soutien financier de la Ministre, d'user de ce passe-droit pour faire un peu tout et n'importe quoi en matière de mobilité au sein de notre quartier.

Avez-vous pensé aux petits commerces de quartier qui vont avoir de plus grandes difficultés dans la livraison de leurs marchandises ?

Pourquoi de telles décisions alors que nous n'avions pas d'encombrements ou de problème de sécurité auparavant. Sur quelles analyses ou rapports, est-ce que ces modifications se sont basées ?

Lorsque nous empruntons les rues Vanderstichelen ou rue de Ribaucourt pour remonter la rue Vandenboogaerde cela nous évitait les encombrements de la rue Picard ou du Bd Léopold II pour retourner calmement à nos domiciles.

Même en temp normal, il serait intéressant pour vous de constater à quel point ses deux axes se retrouvent complètement bloquées pour les mêmes raisons d'absorption de trafic citées précédemment.

Maintenant que la rue Picard, seule alternative qui restait, est fermée dans un sens, la situation est encore plus catastrophique alors que nous sommes en plein mois d'Août. Ce qui pose la question des voies d'accès alternatives lorsque de telles fermetures de rues sont mises en place.

Nous avons du mal à comprendre ces changements surtout qu'il s'agit de rues résidentielles et qu'elles n'ont jamais eu un trafic dense bien au contraire. Ainsi, le calme qui y régnait a laissé place à un énervement des habitants qui se voient contraint de faire des détours impossibles. Ceci, par le biais d'une tentative infondée d'apaiser la pression automobile de rues déjà calme.

Il est important de souligner que les embarras de circulation imputables à cet aménagement sont également responsables d'une augmentation du stress et de la nervosité chez les usagers. Or, un usager stressé et nerveux est un usager qui n'est pas en possession d'une concentration maximale sur la route. De ce fait, le risque d'accident dû à des fautes d'inattention se retrouve fortement augmenté dans un quartier où se mêle, piétons, cyclistes, cyclomotoristes, voitures etc.

Et il ne faut pas négliger que cet état de stress quotidien a un impact négatif considérable sur la qualité de vie des automobilistes.

Nous aimerions aussi attirer votre attention sur le problème qui se pose maintenant aux professions libérales qui donnent des soins à domicile (kinés, infirmières, médecins généralistes, ...) qui ont du matériel encombrant et lourd à transporter et dont la voiture est un outil indispensable. Le temps de trajet entre chaque patient sera plus élevé, ce qui se répercutera sur le nombre de patients qu'ils peuvent voir au cours d'une même journée déjà que dans ce quartier un grand nombre refuse d'intervenir, n'augmentez pas encore plus notre exclusion. Certains prestataires songent sérieusement à arrêter les soins à domicile dans le quartier Maritime. Vous imaginez-je suppose, ce que cela représente sur le plan médico-social pour certaines personnes immobilisées chez elles. Est-ce que cet aspect médico-social a été pris en compte ou même évoqué lors de la validation de ce projet ? À titre d'information, sachez que dans les deux rues concernées deux personnes nécessitent de soins palliatifs à domicile et que 4 autres reçoivent à hauteur de deux fois par jour la visite d'un(e) infirmière(e) à domicile. La frustration auprès de ses prestataires de soins s'emboîte à celle que nous vous témoignons aujourd'hui.

Les porteurs de ce projet affirment vouloir diminuer le trafic de transit, mais ce n'est pas du tout le cas ! Encore une fois, nous aimerions vous rappeler qu'il s'agit d'une tentative infondée puisque cet axe de communication ne font l'objet d'aucun problème de mobilité et disposait déjà d'infrastructures de qualité.

D'autre part, n'oubliez pas non plus qu'à l'heure actuelle, le trafic n'est toujours pas revenu à son état basal. En septembre, lorsque toutes les activités scolaires et économiques reprendront

normalement, le trafic routier s'intensifiera et démultipliera tous les problèmes énumérés précédemment.

Pour finir, nous aimerions souligner qu'une pétition a circulé. La version manuscrite a récolté plus de... signatures ce qui témoigne du mécontentement général des riverains.

Nous vous interpellons donc, car nous souhaitons une réévaluation des aménagements tenant compte de l'avis des différents acteurs impliqués et nous aimerions que l'on retire immédiatement cet aménagement qui n'a aucun sens. Pourquoi changer la configuration de rues qui ne posaient pas de problème avec autant de zèle ? Alors que le problème vient surtout du tunnel Annie Cordy, du boulevard Leopold II, mais que vous ne pouvez pas toucher ça, elles représentent des routes régionales.

Cet aménagement et ses conséquences ont provoqué un énorme mouvement de contestation chez les riverains qui ont tenté d'eux même de déplacer les tonneaux. Les riverains se sont interrogés sur l'absence de concertation préalable.

Madame la Bourgmestre,

Mesdames les Échevines, Messieurs les Échevins,

Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers Communaux,

Le vivre-ensemble a pour principal fondement la confiance et le respect en tout un chacun. Le rapport de force que nous ressentons et qui se traduit aujourd'hui de façon malsaine par l'appropriation de l'espace publique SANS concertation au préalable avec les principaux concernées et sans lien humain et social ne peut être cautionné par les dirigeants de cette commune.

---

## **Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellatie over het nieuwe verkeersbeheersingsproject dat in een testfase werd geïnstalleerd op het kruispunt van de Vanderstichelenstraat en de Vandenboogaerdestraat.**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Interpellation citoyenne - Test circulation croisement rue Vanderstichelen et Vandenboogaerde.pdf*

---

## **2 Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative aux emplacements PMR près des centre de santé et des infrastructures collectives de la commune.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne dont le texte suit :

Nous, soussignés, habitants de la commune de Molenbeek-Saint-Jean, âgés de 16 ans au moins, adhérons à la demande d'interpellation au conseil communal déposée par Madame Chris Depredomme concernant la place réservée dans notre commune aux personnes à mobilité réduite.

Nous trouvons que c'est une question primordiale si nous voulons garantir un accès juste aux services de notre commune et en particulier aux services de soins de santé à tous et toutes. Pouvoir se rendre chez son médecin devrait être facile. Pourtant, il n'est pas évident pour beaucoup de personnes. Que ce soit les personnes à mobilité réduite ou plus simplement les personnes âgées.

Si nous voulons assurer l'accessibilité de nos services communaux à l'ensemble de notre population, il est primordial de revoir la proportion de places qui leur est réservée sur notre commune. Nous demandons à la commune de prévoir un emplacement PMR supplémentaire devant ou au plus près de chaque centre de santé ainsi qu'aux abords de chaque infrastructure collective de la commune.

Nous demandons que le service mobilité de la commune garde un œil attentif et veille à ce que chaque nouveau projet soit pensé dans le cadre de l'accessibilité à toutes les personnes qui éprouvent des difficultés à se déplacer.

---

### **Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellatie over het ter beschikking stellen van plaatsen voor mensen met beperkte mobiliteit in de buurt van gezondheidscentra en gemeenschapsvoorzieningen in de gemeente.**

---

### **3 Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à l'adoption du plan "Good Move" impactant la partie molenbeekoise du plan "Cureghem".**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne dont le texte suit :

*Bonjour Madame la Secrétaire Communal,  
Bonjour Madame la Bourgmestre,  
Cher Collège communal de Molenbeek-Sain-Jean,*

*Les habitants de la rue de Bonne/Birmingham ont appris à leur grand désarroi - durant les vacances d'été 2022 - que le plan « Good Move/Cureghem » allait impacter lourdement leur quartier molenbeekoïse. En effet, la mise en sens unique de la rue de Birmingham ainsi que le changement de sens de la rue de Bonne (en partie), rendra l'accès aux résidents à leurs logements très compliqué (entrée parking située à rue « de Bonne »). La mise en œuvre de ce plan - tel que publié par la région - rendra le retour à son domicile très compliqué à toute heure de la journée (et encore plus compliqué le weekend avec les abattoirs à proximité). Dans ce cadre, nous aimerions initier une discussion constructive et sereine avec la commune afin de trouver des solutions à long terme et viable pour accéder à nos habitations. (car ces changements suscitent déjà des angoisses au sein des habitants à la vue des impacts sur la partie anderlechtoise).*

*Vous trouverez en pièce jointe les signatures nécessaires lors du dépôt de l'interpellation citoyenne,  
Bien cordialement,  
Leïla Abajadi*

---

### **Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellatie betreffende de aanneming van het "Good Move"-plan dat gevolgen heeft voor het Molenbeekse deel van het "Kuregem"-plan.**

*1 annexe / 1 bijlage  
Interpellation Cureghem.pdf*

4 **Recette communale - CPAS - Compte de l'exercice 2021.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 89 et 111 de la loi organique du 08.07.1976 des CPAS ;

Vu la délibération du 27 juillet 2022 du Conseil de l'action sociale du CPAS relatives aux comptes 2021;

Considérant que le compte budgétaire de l'exercice 2021 du CPAS se clôture comme suit :

**A. RESULTAT COMPTABLE BUDGETAIRE**

	Service d'exploitation	Service d'investissement
Droits constatés nets	173.993.739,27	2.835.295,17
Dépenses engagées	170.353.429,37	5.207.224,76
Solde comptable	3.640.309,90	-2.371.929,59
Résultat comptable budgétaire	1.268.380,31	
Variation du fonds pour créances aléatoires	238.437,71	
Résultat final	1.029.942,60	

La dotation communale pour 2022 sera diminuée de 1.029.942,60 EUR

**A. SOLDE DE TRESORERIE**

	Service d'exploitation	Service d'investissement
Recouvrements	143.029.794,83	1.084.829,21
Paiements	162.869.447,99	2.959.284,94
Total	-19.839.653,16	-1.874.455,73
Solde de trésorerie	-21.714.108,89	

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la délibération du 27 juillet 2022 du Conseil de l'action sociale du CPAS relatives au résultat final des comptes et bilans de l'exercice 2021.

---

**Gemeenteontvangsten - OCMW - Rekening van het dienstjaar 2021.**

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 89 en 111 van de organieke wet van 08.07.1976 van de OCMW's;

Gelet op de beraadslaging van 27 juli 2022 van de Raad van maatschappelijk welzijn van het OCMW betreffende de rekeningen 2021;

Overwegende dat de boekhoudkundige rekening van het dienstjaar 2021 van het OCMW als volgt afgesloten wordt:

**A. RESULTAAT**

**BEGROTINGSBOEKHOUDING**

	Uitbatingsdienst	Investeringsdienst
--	------------------	--------------------

Netto invorderingsrechten	173.993.739,27	2.835.295,17
Vastgelegde uitgaven	170.353.429,37	5.207.224,76
Boekhoudkundig saldo	3.640.309,90	-2.371.929,59
Budgettair boekhoudkundig resultaat	1.268.380,31	
Afwijking van de provisiefonds voor onzekere schuldvorderingen	238.437,71	
Eindresultaat	1.029.942,60	

De Gemeentelijke dotatie voor 2022 zal verminderd worden met 1.029.942,60 EUR

## B. THESAURIESALDO

	Uitbatingsdienst	Investeringsdienst
Inningen	143.029.794,83	1.084.829,21
Betalingen	162.869.447,99	2.959.284,94
Totaal	-19.839.653,16	-1.874.455,73
Thesauriesaldo	-21.714.108,89	

BESLIST :

Enig artikel:

De beraadslaging van 27 juli 2022 van de Raad van maatschappelijk welzijn van het OCMW betreffende het eindresultaat van de rekeningen en de balansen van het boekjaar 2021.

*9 annexes / 9 bijlagen*

*004.Compte de résultats.pdf, 007.Groupe technique FR.pdf, 002.Bilan structuré.pdf, 005.Annexes au bilan.pdf, 003.Bilan.pdf, 007.Groupe technique NL.pdf, 006.Rapport FinancierNL.pdf, 001.Compte budgétaire.pdf, 006.Rapport FinancierFR.pdf*

## 5 **Service Prévention/Egalité des Chances - Avenant à la convention relative au projet d' inclusion des personnes en situation de handicap.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15.07.2021 octroyant à la commune de Molenbeek-Saint-Jean une subvention de 27.000 Eur pour l'année 2021-2022 à titre de soutien à la politique d'égalité des chances au niveau local – Projet : « Inclusion des personnes en situation de handicap » ;

Vu la décision du 24.11.2021 du Conseil Communal de Molenbeek-Saint-Jean d'approuver la convention relative à l'octroi de ladite subvention et de transmettre celle-ci à Bruxelles Pouvoirs Locaux ;

Considérant que l'article 2 de la convention précise que cette dernière porte sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2021 au 31 août 2022 et que les dépenses doivent être effectuées lors de cette même période ;

Considérant la lettre d.d. 16 mai 2022 envoyée à l'administration de Bruxelles Pouvoirs Locaux afin de leur demander la modification de la durée de la convention et ce, jusqu'au 31/12/2022 ;

Considérant que les raisons invoquées sont les suivantes : le départ du chargé de projet initial en juillet 2021, le départ de la Coordinatrice et Financière en septembre 2021, l'engagement d'un nouveau chargé de projet en février 2022, l'appel à projets organisé par BPS en 2021 a saturé le segment des offres de formations, incluant une diminution du taux de participation au sein de notre administration ou encore la prise en charge des conséquences de la crise ukrainienne depuis le mois de mars 2022 a nécessité une modification des objectifs de base des composantes du service



Prévention et un rééquilibrage du personnel en place, etc...

Considérant que l'administration de Bruxelles Pouvoirs Locaux, dans sa lettre dont référence 2021-047428, nous informe que la prolongation demandée pour les délais de réalisation du projet susmentionné, a été acceptée ;

Considérant que l'administration de Bruxelles Pouvoirs Locaux signale également que les modifications acceptées ne pourront entrer effectivement en vigueur que lorsque les avenants seront datés et signés ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver l'avenant à la convention initiale relative à l'octroi d'une subvention de 27.000 Eur pour l'année 2021-2022 et de transmettre celui-ci à l'administration de Bruxelles Pouvoirs Locaux ;

---

**Preventiedienst/Gelijke Kansen - Wijziging van de overeenkomst met betrekking tot het project voor de inclusie van mensen met een handicap.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15.07.2021 tot toekenning aan de gemeente Sint-Jan-Molenbeek van een subsidie van 27.000 EUR voor het jaar 2021-2022 ter ondersteuning van het gelijkheidsbeleid op lokaal niveau - Project: "Inclusie van personen met een handicap";

Gezien het besluit van 24.11.2021 van de gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek om de overeenkomst betreffende de toekenning van de genoemde subsidie goed te keuren en aan Brussel Plaatselijke Besturen toe te zenden;

Overwegende dat artikel 2 van de overeenkomst bepaalt dat de overeenkomst betrekking heeft op de periode van 1 september 2021 tot en met 31 augustus 2022 en dat de uitgaven in diezelfde periode moeten worden gedaan;

Gezien de brief d.d. 16 mei 2022 naar de administratie van Brussel Plaatselijke Besturen om hen te vragen de duur van de overeenkomst te wijzigen en wel tot 31/12/2022;

Overwegende dat de opgegeven redenen als volgt zijn : het vertrek van de oorspronkelijke projectleider in juli 2021, het vertrek van de coördinator en financieel ambtenaar in september 2021, de aanwerving van een nieuwe projectleider in februari 2022, de door BPS in 2021 georganiseerde projectoproep verzadigde het segment van het opleidingsaanbod, inclusief een daling van de participatiegraad binnen onze administratie of het op zich nemen van de verantwoordelijkheid voor de gevolgen van de Oekraïense crisis sinds maart 2022 vereisten een wijziging van de basisdoelstellingen van de onderdelen van de preventiedienst en een herschikking van het aanwezige personeel, enz ;

Overwegende dat het Bestuur Plaatselijke Besturen, in zijn brief met referentie 2021-047428, meedeelt dat de gevraagde verlenging van de termijnen voor de voltooiing van bovengenoemd project is aanvaard;

Ook de administratie van Brussel Plaatselijke Besturen deelt mee dat de aanvaarde wijzigingen pas effectief in werking kunnen treden wanneer de wijzigingen zijn gedateerd en ondertekend;

BESLUIT :

Enig artikel:

De wijziging van de oorspronkelijke overeenkomst betreffende de toekenning van een subsidie van 27.000 euro voor het jaar 2021-2022 goed te keuren en toe te zenden aan de administratie van Brussel Plaatselijke Besturen ;

*4 annexes / 4 bijlagen*

*avenant.nl1813324525372234043.pdf, Document\_Notif43\_avenant et arrêté*

*modificatif1715601349796284356.pdf, avenant7544518665408503971.pdf, arrêté*

---

6 **GRH - Procédure de recrutement du Secrétaire communal - Relance d'une troisième procédure par mandat.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal du 05/12/2018 déléguant au Collège des Bourgmestre et Echevins le droit de recruter, de nommer et de promouvoir les membres du personnel communal à l'exception des cas prévus par la loi communale ;

Vu la décision du Conseil Communal du 21/10/2020 considérant Monsieur Jacques DE WINNE, né le 14/05/1956, Secrétaire communal, comme démissionnaire au 31/05/2021 en vue de sa démission définitive à partir du 01/06/2021 ;

Considérant la nécessité de pourvoir à la fonction de Secrétaire communal, premier fonctionnaire de l'administration ;

Considérant que la procédure de recrutement pour une telle fonction est particulièrement réglementée ;

Considérant qu'elle a été exécutée dès le premier trimestre 2021 ;

Considérant qu'à l'issue de cette procédure de recrutement, aucun.e candidat.e n'est sorti.e lauréat.e ;

Considérant qu'une seconde procédure de recrutement a été organisée au deuxième trimestre 2022 ;

Considérant qu'à l'issue de cette seconde procédure de recrutement, aucun.e candidat.e n'est sorti.e lauréat.e ;

DECIDE :

Article unique :

De relancer une troisième procédure de recrutement d'un(e) secrétaire communal(e) par mandat.

---

**HRM - Aanwervingsprocedure voor de gemeentesecretaris - Hervatting van een derde procedure via mandaat.**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van 05/12/2018 waarbij aan het College van Burgemeesters en Schepenen het recht wordt gedelegeerd om leden van het gemeentepersoneel aan te werven, te benoemen en te bevorderen, met uitzondering van de gevallen voorzien in de gemeentewet ;

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 21/10/2020 waarbij de heer Jacques DE WINNE, geboren op 14/05/1956, gemeentesecretaris, wordt geacht ontslag te nemen op 31/05/2021 met het oog op zijn definitief ontslag per 01/06/2021 ;

Gezien de noodzaak om de post van gemeentesecretaris, eerste ambtenaar van de administratie, te vervullen ;

Overwegende dat de aanwervingsprocedure voor een dergelijke functie bijzonder gereguleerd is ;

Gezien het feit dat het sinds het eerste kwartaal van 2021 wordt uitgevoerd ;

Overwegende dat aan het eind van deze aanwervingsprocedure geen enkele kandidaat is geslaagd ;

Gezien het feit dat een tweede procedure in tweede kwartaal 2022 werd uitgevoerd ;

Overwegende dat aan het eind van deze tweede aanwervingsprocedure geen enkele kandidaat is geslaagd ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Opnieuw starten van een derde aanwervingsprocedure voor een gemeentesecretaris via een mandaat.

7 **GRH - Règlement de travail - Annexe 2 relatif aux congés - Modification du congé exceptionnel pour cas de force majeure (congé social).**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions suivantes du règlement de travail :

ANNEXE 2 – article 41 - Congé exceptionnel pour cas de force majeure

Ce congé est applicable aux

titulaires de mandat

stagiaires

statutaires

contractuelles

L'agent obtient un congé de maximum quatre jours ouvrables par année calendrier pour cause de maladie ou suite à un accident survenu à une des personnes énumérées ci-après, qui cohabite au même domicile:

le conjoint \*

un parent ou un allié de l'agent ou du conjoint \*

une personne que l'agent accueille en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officielle ou suite à une décision judiciaire de placement dans sa famille (d'accueil)

l'enfant lorsque celui-ci séjourne chez l'agent, mais, qui est domicilié chez l'autre parent. \* Est assimilée au conjoint, la personne de sexe différent ou de même sexe avec qui l'agent vit en couple au même domicile.

Une attestation médicale témoigne de la nécessité de la présence de l'agent. L'attestation doit mentionner le nom complet, le degré de parenté ou d'alliance

DECIDE

article unique:

de modifier les dispositions de l'article 41 comme suit :

Il peut être accordé des congés exceptionnels pour raisons impérieuses résultant d'une maladie, d'un accident ou d'une hospitalisation :

a. d'une des personnes suivantes, faisant partie du ménage de l'agent : le conjoint, le cohabitant, un parent, un allié, une personne accueillie en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officielle; l'enfant lorsque celui-ci séjourne chez l'agent, mais, qui est domicilié chez l'autre parent. (Est assimilée au conjoint, la personne de sexe différent ou de même sexe avec qui l'agent vit en couple au même domicile)

b. d'un parent ou d'un allié au premier degré ne faisant pas partie du ménage de l'agent comme un parent, un beau-parent, un enfant, un beau-fils ou belle-fille du travailleur. (...)

La durée de ces congés ne peut excéder quatre jours ouvrables par an, ils sont assimilés à des périodes d'activité de service.

Une attestation médicale témoigne de la nécessité de la présence de l'agent. L'attestation doit mentionner le nom complet, le degré de parenté ou d'alliance

Pour le travailleur occupé à temps partiel, la durée du congé de circonstances est réduite proportionnellement à la durée de ses prestations de travail.

La modification sera d'application à partir de septembre 2022.

Pour l'année 2022 le nombre de jours = 2 (au prorata des mois restants).

---

**HRM - Arbeidsreglement - Bijlage 2 betreffende de verloven - Wijziging van het buitengewoon hoogdringend verlof (sociaal verlof).**

DE RAAD,

Gezien de volgende bepalingen vermeld in het arbeidsreglement :

ANNEXE 2 – Artikel 41 - Uitzonderlijk verlof wegens overmacht

Dit verlof is van toepassing op  
contractuelen  
titularissen van een mandaat  
stagiaires  
statutairen

De agent bekomt een verlof beperkt tot 4 werkdagen per kalenderjaar; wegens ziekte of ongeval overkomen aan één van de volgende personen met wie hij samenleeft op hetzelfde adres:

\*de echtgenoot,

\* een bloed- of aanverwant van de agent of van zijn partner, een persoon onthaald door de agent met het oog op zijn adoptie of met het oog op de uitoefening van een pleegvoogdij.

\*een kind, wanneer dit bij hem verblijft maar woont bij de andere ouder

(Wordt gelijkgesteld met de echtgenoot, de persoon van verschillend of zelfde geslacht waarmee de agent als koppel samenwoont op hetzelfde adres)

De noodzaak van de aanwezigheid wordt bewezen aan de hand van een doktersattest. Het attest moet de volledige naam en graad van verwantschap vermelden

## BESLUIT

enig artikel

de bepalingen van artikel 41 als volgt te wijzigen :

Uitzonderlijk verlof kan worden verleend om dwingende redenen van ziekte, ongeval of ziekenhuisopname van

a. een van de volgende personen die deel uitmaken van het huishouden van het personeelslid: de echtgenoot, de samenwonende partner, de ouder, een bloedverwant, degene die ter adoptie of onder de uitoefening van een niet-officiële voogdij is opgenomen; het kind, indien het kind bij het personeelslid verblijft, maar bij de andere ouder woont.

(Een echtgeno(o)t(e) is een persoon van hetzelfde of een ander geslacht met wie het personeelslid als echtpaar samenwoont in hetzelfde huishouden)

b. een familielid of bloedverwant in de eerste graad die geen deel uitmaakt van het huishouden van de werknemer, zoals een ouder, stiefouder, kind, schoonzoon of schoondochter van de werknemer (...)

De duur van dit verlof mag niet meer dan vier werkdagen per jaar bedragen, en wordt gelijkgesteld met diensttijd.

Een medisch attest getuigt van de noodzaak van de aanwezigheid van de werknemer. Het certificaat moet de volledige naam, de graad van verwantschap of huwelijk vermelden

In het geval van een deeltijds werknemer wordt de duur van het verlof verminderd in verhouding tot de duur van de verrichte arbeid.

De wijziging geldt vanaf september 2022.

Voor het jaar 2022 is het aantal dagen = 2 (in verhouding tot de resterende maanden).

---

## 8 GRH - Statut pécuniaire - Nouvelles échelles barémiques à la suite de l'accord sectoriel 2021-2025

LE CONSEIL,

Vu le protocole d'accord sectoriel 2021/1 conclu au sein du Comité de négociation C – Comité des services publics locaux – sous-section Région de Bruxelles-Capitale, pour les années 2021 à 2025 ;

Vu la Circulaire Régionale relative à sa mise en œuvre, CIRC2021/12 ;

Vu sa décision du 24/11/2021 par laquelle il décide d'appliquer les dispositions du l'accord sectoriel 2021-2025 et d'augmenter :

-au 1<sup>er</sup> janvier 2021 les échelles E et D ;

-au 1<sup>er</sup> janvier 2022 l'échelle C ;

Considérant qu'il est nécessaire d'intégrer les diverses revalorisations à la date de leur entrée en

vigueur, à savoir :

- le 1<sup>er</sup> janvier 2023, ajout de la première biennale ;
- le 1<sup>er</sup> juillet 2023, augmentation des échelles des niveaux A et B ;
- le 1<sup>er</sup> janvier 2025, ajout de la deuxième biennale ;

Considérant que le protocole 2021/1 prévoit que la modification des échelles barémiques n'a pas pour objet et ne peut avoir pour effet de modifier le montant des primes linguistiques, ni à la hausse ni à la baisse ;

Vu la lettre du 12/05/2022 par laquelle BPL transmet les nouvelles échelles barémiques applicables à l'administration communale et au CPAS ;

DECIDE :

Article unique :

D'appliquer les échelles barémiques comme reprises dans l'annexe ci-jointe.

---

## **HR - Geldelijk statuut - Nieuwe weddeschalen ten gevolge van het sectoraal akkoord 2021-2025**

DE RAAD,

Gelet op het sectoraal akkoord protocol 2021/1, gesloten binnen het Onderhandelingscomité C - Lokaal Overheidsdienstencomité - onderafdeling Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor de jaren 2021 tot 2025;

Gelet op de gewestelijke omzendbrief betreffende de tenuitvoerlegging ervan, CIRC2021/12;

Gezien zijn beslissing van 24/11/2021 met dewelke werd beslist om de bepalingen van het sectoraal akkoord 2021-2025 toe te passen en de volgende schalen te verhogen :

-op 1 januari 2021 de schalen E en D ;

-op 1 januari 2022 de schaal C;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de verschillende herwaarderingen te integreren op de datum van hun inwerkingtreding, namelijk :

-op 1 januari 2023, toevoeging van de eerste biennale;

-op 1 juli 2023, verhoging van de schalen van de niveaus A en B ;

-op 1 januari 2025, toevoeging van de tweede biennale;

Overwegende dat het protocol 2021/1 bepaalt dat de wijziging van de loonschalen niet tot doel en ook niet tot gevolg kan hebben dat het bedrag van de taalpremies wordt bijgesteld;

Gezien de brief van 12/05/2022 waarmee BPB de nieuwe weddeschalen, van toepassing in het Gemeentestuur en het OCMW, overmaakt;

BESLUIT :

Enig artikel :

De op het hierbijgevoegd document vermelde weddeschalen toe te passen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*STATUT PECUNIAIRE - ACCORD SECTORIEL 2021-2025 - nouvelles échelles barémiques CIRC 2022.05.pdf*

---

## **9 Affaires juridiques - Confirmation l'ordonnance de police concernant le périmètre du Stade Edmond Machtens en matière de sécurité lors des matchs de football saison 2022-2023.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 135, §2 de la Nouvelle loi communale qui dispose que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la

sécurité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre F.F., ci-annexée, prise en date du 10 août 2022, concernant le périmètre du Stade Edmond Machtens en matière de sécurité lors des matchs de football saison 2022-2023;

Considérant qu'il y a lieu de la confirmer ;

DECIDE :

Article unique :

De confirmer l'ordonnance de Police du Bourgmestre F.F., ci-annexée, du 10 août 2022 concernant le périmètre du Stade Edmond Machtens en matière de sécurité lors des matchs de football saison 2022-2023.

---

**Juridische zaken - Bevestiging politieverordening betreffende de perimeter van het Edmond Machtensstadion met betrekking tot de veiligheid tijdens voetbalwedstrijden van het voetbalseizoen 2022-2023.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 135 §2 van de Nieuwe Gemeentewet die bepaalt dat de gemeenten tot taak hebben om, ten behoeve van de inwoners, te voorzien in een goede politie, met name over de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

Gelet op de politieverordening van de wnd. Burgemeester van 10 augustus 2022, als bijlage toegevoegd, betreffende de perimeter van het Edmond Machtensstadion met betrekking tot de veiligheid tijdens voetbalwedstrijden voor het seizoen 2022-2023;

Gezien het feit dat het bevestigd moet worden;

BESLUIT :

Enig artikel :

De bijgevoegde politieverordening van de Wnd. Burgemeester van 10 augustus 2022 betreffende de perimeter van het Edmond Machtens Stadion met betrekking tot de veiligheid tijdens voetbalwedstrijden tijdens het seizoen 2022-2023 te bekrachtigen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Ordonnance+de+police+-+10082022.pdf.pdf*

---

**10 Bibliothèque néerlandophone - De Boekenmolen - Convention - Affiliation à base de données Brussels.**

LE CONSEIL,

Vu les compétences du Collège des Bourgmestre et Échevins et du Conseil communal, telles que décrites dans la Nouvelle Loi Communale de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juin 2013 ;

Vu le décret du 6 juillet 2012 relatif à la stimulation d'une politique culturelle locale durable et de qualité;

Compte tenu du plan de politique culturelle intégrée 2020-2025 qui a été approuvé par le conseil municipal du 20 novembre 2019 et dans lequel l'importance de l'identité et de l'individualité des résidents à travers leur propre expérience culturelle et leur patrimoine est décrite;

Considérant qu'avec ce plan d'action, O.B. De Boekenmolen, le service culturel néerlandophone et gc De vaartkapoen se sont engagés à atteindre cet objectif;

Compte tenu du fait que la base de données de la cellule patrimoniale bruxelloise enregistre, stocke et met à la disposition d'un public plus large cette identité et ces souvenirs des résidents conformément à l'accord et au protocole d'accord figurant dans l'annexe et via une plate-forme numérique qu'elle met à la disposition des municipalités;

Alors que pour les communes de plus de 80.000 habitants, la cellule patrimoniale bruxelloise (Commission de la Communauté flamande, Emile Jacqmainlaan 135, 1000 Bruxelles avec le numéro d'entreprise BE0240.682.635 et le numéro de compte BE30 0910 0155 9911) a une contribution annuelle de 750 € tout compris. demande de maintenir les informations numériques à jour et stockées à jour;

Considérant l'intention des services O.B. De Boekenmolen et de la culture néerlandophone d'enregistrer l'identité et les souvenirs des résidents également à Molenbeek et de les rendre accessibles numériquement via la base de données du patrimoine sous la coordination de la cellule patrimoniale bruxelloise;

Considérant que les accords pour la mise en œuvre de ce partenariat ont été inscrits dans un contrat d'utilisation, par lequel O.B. De Boekenmolen a l'intention d'agir en tant que coordinateur local et point de contact;

Considérant l'intention de proposer annuellement les ressources dans le budget afin de pouvoir honorer l'accord, en particulier 750 € sur l'article 7621/332/02 - subventions aux organismes culturels néerlandophones du Service de la culture néerlandophone et que le paiement sera effectué sur la base d'une décision du collègue;

Considérant que le service juridique n'a pas fait d'autres commentaires sur la note et l'accord d'utilisation et a donné son avis favorable du 14 mars 2022;

DECIDE :

Article 1 - Accord de principes

D'approuver la convention d'utilisation et la note d'abonnement à la base de données du patrimoine bruxellois de la Cellule patrimoniale.

L'article 2 - Engagement des ressources

De réserver le montant de 750 € à l'article 7621-332-02 (subventions aux organismes culturels néerlandophones) pour la cellule Patrimoine de Bruxelles (Vlaamse Gemeenschapscommissie, Emile Jacqmainlaan 135, 1000 Bruxelles avec le numéro d'entreprise BE0240.682.635 et le numéro de compte BE30 0910 0155 9911) pour la durée de l'accord.

Cette décision est transmise au secrétariat et au service de la culture néerlandophone.

---

**Nederlandstalige bibliotheek - De Boekenmolen - Overeenkomst - Aansluiting bij erfgoedbank Brussel.**

DE RAAD,

Gezien de bevoegdheden van het college van Burgemeester en Schepenen en van de gemeenteraad, zoals beschreven in de Nieuwe Gemeentewet van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 juni 2013;

Gezien het decreet van 6 juli 2012 houdende het stimuleren van een duurzaam en kwalitatief lokaal cultuurbeleid;

Gelet het geïntegreerde cultuurbeleidsplan 2020 – 2025 dat werd goedgekeurd in de gemeenteraad van 20 november 2019 en waarin het belang van de identiteit en de eigenheid bewoners via eigen cultuurbeleving en erfgoed beschreven staat;

Overwegende dat met dit beleidsplan O.B. De Boekenmolen, de Nederlandstalige cultuurdienst en GC De vaartkapoen zich engageerden om deze doelstelling te realiseren;

Gelet dat de erfgoedbank van de Erfgoeocel Brussel net deze identiteit en herinneringen van bewoners digitaal registreert, bewaart en ter beschikking stelt van een breder publiek volgens de overeenkomst en afsprakennota in bijlage en via een digitaal platform dat zij ter beschikking stelt aan gemeenten;

Overwegende dat voor gemeenten met meer dan 80.000 inwoners de erfgoedcel Brussel (Vlaamse Gemeenschapscommissie, Emile Jacqmainlaan 135 te 1000 Brussel met ondernemingsnummer BE0240.682.635 en rekeningnummer BE30 0910 0155 9911) een jaarlijkse bijdrage van 750 € all incl. vraagt voor het up – to – date houden en bewaren van de digitale informatie;

Overwegende de intentie van de diensten O.B. De Boekenmolen en Nederlandstalige cultuur om de identiteit en herinneringen van bewoners ook in Molenbeek te registreren en digitaal te ontsluiten via de erfgoedbank onder coördinatie van de erfgoedcel Brussel;

Overwegende dat de afspraken ter uitvoering van dit partnerschap in een gebruiksovereenkomst is gegoten, waarbij O.B. De Boekenmolen de intentie heeft om te fungeren als lokaal coördinator en aanspreekpunt;

Overwegende de intentie om jaarlijks de middelen voor te stellen in de begroting teneinde de overeenkomst te kunnen honoreren, met name 750 € op artikel 7621/332/02 - subsidies aan culturele Nederlandstalige organismen van de dienst Nederlandstalige cultuur en dat de uitbetaling zal gebeuren op basis van een collegebeslissing;

Overwegende dat de dienst juridische zaken geen verdere opmerkingen formuleerde over de nota en gebruiksovereenkomst en zijn positief advies verleende dd. 14 maart 2022;

BESLUIT,

Artikel 1. Principesakkoord

De gebruiksovereenkomst en nota ter intekening op de erfgoedbank Brussel van de Erfgoedcel toe te laten.

Artikel 2. Vastlegging van de middelen

Het bedrag van 750 € te reserveren op artikel 7621-332-02 (subsidies aan culturele Nederlandstalige organismen) voor Erfgoedcel Brussel (Vlaamse Gemeenschapscommissie, Emile Jacqmainlaan 135 te 1000 Brussel met ondernemingsnummer BE0240.682.635 en rekeningnummer BE30 0910 0155 9911) voor de duurtijd van de overeenkomst;

Onderhavige beslissing wordt doorgestuurd naar de dienst secretariaat en Nederlandstalige cultuur.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Gebruiksovereenkomst\_ErfgoedbankBrussel\_via lokale partners.docx, Afsprakennota\_Erfgoedbank\_Brussel\_Sint-Jans-Molenbeek.docx*

---

11 **Département Education - Approbation d'une convention entre l'administration communale et l'Asbl AJM (Association de la Jeunesse Molenbeekoise) pour l'occupation de locaux de cours à l'Institut Edmond Machtens, Enseignement Communal de Promotion Sociale.**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'il a été modifié ;  
Considérant que l'article 114 du décret précité autorise les pouvoirs organisateurs d'établissements de promotion sociale à conclure des conventions avec des associations pour réaliser les finalités déterminées à l'article 7 dudit décret :

- Concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;
- Répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturelles ;

Vu la demande de l'asbl AJM (Association Jeunesse molenbeekoise) sollicitant l'autorisation de disposer à titre gratuit de classes de cours à l'Institut Machtens - Cours de Promotion sociale, rue Tazieaux 25, durant l'année scolaire du lundi au vendredi (uniquement durant les jours d'ouverture) afin d'y tenir des séances d'aides aux devoirs et de lecture ;



Considérant en effet que l'école de devoirs AJM (Association Jeunesse Molenbeekoise) ne dispose pas des locaux adaptés au bon déroulement des séances d'aides aux devoirs;

Considérant que ces séances d'aide aux devoirs s'adressent aux jeunes molenbeekoïses ;

Considérant l'obligation pour la Directrice de l'Institut Edmond Machtens de garantir l'organisation de ses activités dans les meilleures conditions.

Vu la décision du Conseil Communal de mars 2020 approuvant la convention d'occupation de 2 locaux de l'Institut Machtens durant l'année scolaire;

Considérant qu'il y a lieu de conclure une nouvelle convention d'occupation adaptée aux besoins actuels;

Considérant l'accord de principe de Madame Stéphanie PITZ, Directrice de l'Institut technique Edmond Machtens, qui dispense l'enseignement de promotion sociale à Molenbeek-Saint-Jean ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention ci-annexée établie entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, pouvoir organisateur de l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale, et l'asbl AJM (Association Jeunesse Molenbeekoise).

---

**Dienst Onderwijs - Goedkeuring van een overeenkomst tussen het gemeentebestuur en de AJM (Association de la Jeunesse Molenbeekoise) voor de ingebruikneming van klaslokalen in het Edmond Machtensinstituut, Enseignement Communal de Promotion Sociale.**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Convention+AJM+ITEM+2022+23.pdf.pdf*

---

- 12 **Enseignement francophone - Enseignement communal - Approbation d'une convention entre l'Administration communale, l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation, et la Mission locale de Molenbeek, pour l'organisation par l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, d'une action de formation en technique de vente et néerlandais commercial», à l'attention d'un public en insertion socio-professionnelle - Formations cofinancées par Bruxelles Formation.**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'il a été modifié ;

Considérant que le décret précité autorise les pouvoirs organisateurs d'établissements de promotion sociale à conclure des conventions avec des associations pour réaliser les finalités qu'il détermine :

- «concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;
- répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels» ;

Considérant que l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation, sis rue de Stalle, 67 à 1180 Bruxelles, a demandé à l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale, d'organiser, à l'attention d'un public en insertion socio-professionnelle, des unités de formation en vente et conseil à la clientèle (80 périodes), initiation aux techniques de communication professionnelle (40 périodes), métiers de la vente et de l'accueil du public : expression orale (40 périodes), initiation à la langue néerlandaise en situation – UE3 (40 périodes) et UE4 (40 périodes) ;

Considérant que cette formation a eu lieu du 20 septembre 2021 au 24 novembre 2021, dans les locaux de l'Institut Machtens, rue Tazieaux 25 ;

Considérant que Bruxelles Formation assure le cofinancement des actions sur base des tarifs fixés par l'AGCF du 24 juin 1994 et la circulaire n°7543 du 20/04/2020;

DECIDE :

Article unique :

d'approuver la convention, ci-annexée, établie entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, pouvoir organisateur de l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation et la Mission locale de Molenbeek, pour l'organisation par l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, des unités de formation en vente et conseil à la clientèle (80 périodes), initiation aux techniques de communication professionnelle (40 périodes), métiers de la vente et de l'accueil du public : expression orale (40 périodes), initiation à la langue néerlandaise en situation – UE3 (40 périodes) et UE4 (40 périodes)

---

**Overeenkomst tussen het Gemeentebestuur en het franstalige brusselse Instituut voor de beroepsvorming ook benoemd « Bruxelles Formation », voor het organiseren, door het Instituut Machtens, gemeentelijk onderwijs voor sociale promotie, van een vormingseenheid in de verkoopstechnieken en in het nederlands.**

DE GEMEENTERAAD,

De leden van de Gemeenteraad worden verzocht zich uit te spreken over een beraadslaging die ertoe strekt een overeenkomst goed te keuren, opgesteld tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, inrichtende macht van het Instituut Machtens, gemeentelijk onderwijs voor sociale promotie, en het Franstalige Brusselse Instituut voor de beroepsvorming, met het oog op de organisatie door het Instituut van een vormingseenheid in de verkoopstechnieken en in de klantenraad (80 lestijden), initiatie in de professionele communicatie technieken (40 lestijden), beroepen in de verkoop en in het onthaal van het publiek : mondelingse vaardigheid (40 lestijden), initiatie in het taal : Nederlands in situatie UE3 (40 lestijden) en UE4 (40 lestijden), van 20 september 2021 tot en met 24 november 2021.

De kosten vallen ten laste van het Franstalige Brusselse Instituut voor de beroepsvorming en van de Franse Gemeenschap.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Convention PS210013.pdf, Convention 19554.pdf*

---

13 **Mobilité - Ordonnance de police temporaire relative au dispositif filtre modal.**

Le texte suivra

---

**Mobiliteit - Tijdelijk politiebevel op het modale filtersysteem.**

De tekst zal volgen

---

14 **Mobilité - Police de la circulation routière - Règlement général complémentaire - Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté Royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu les articles 117, 119 et 135 par. 2.1° de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Règlement général complémentaire sur la police de la circulation routière, approuvé par le Conseil communal en sa séance du 24 septembre 2014 et modifié en dernier lieu en séance du Conseil communal du 24 octobre 2018 ;

Vu la décision du Conseil du 23 décembre 2021 concernant la généralisation des « zones vertes » des contrôles du stationnement et de l'extension des horaires de contrôles jusque 21h00 ;

Considérant de modifier le règlement au regard de la nouvelle zone de stationnement et notamment à l'article 24 stationnement ;

Considérant les nombreux emplacements pour personnes à mobilité réduite ayant fait l'objet d'une approbation par le service Mobilité et du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant les emplacements de zones de livraisons ayant fait l'objet d'une approbation par le service Mobilité et du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant qu'une borne de rechargement pour véhicules électriques dessert deux emplacements de 6m chacun ;

DECIDE :

De modifier le règlement général complémentaire comme suit :

- 1) Ajout à l'article 21.3 (Stationnement interdit (E1), stationnement interdit (embarquement et débarquement : « Kiss & Ride »))
  3. Rue Jean-Baptiste Decock à la hauteur du n°54, sur une distance de 18 mètres, du lundi au vendredi de 8h00 à 9h00.
  - 2) Modification et suppression à l'article 24.1 (Stationnement, Zone de stationnement payant excepté « carte communale de stationnement » - (Zone verte))
  - 3) Supprimé à l'article 24.3 a) 1 (Stationnement, stationnement payant sur certains emplacements, pour tous les usagers, emplacements régis par des horodateurs – Zones Rouges)
  4. chaussée de Ninove, à hauteur de la place de la Duchesse de Brabant ;
  - 4) Ajout à l'article 24.3 a) 2 (Stationnement, stationnement payant sur certains emplacements, pour tous les usagers, emplacements régis par des horodateurs – Zones Rouges)
- a) du lundi au samedi
7. avenue Jean Dubrucq, à hauteur du numéro 148, sur une sur une distance de 12 mètres, de 7h à 18h ;
  19. chaussée de Ninove, à hauteur des n° 250, sur une distance de 10 mètres, de 9h à 19h;
  41. rue de l'Intendant, à hauteur du numéro 81, sur une distance de 12 mètres, de 7h à 19h ;
  - 5) Modification à l'article 24.3 c) 2 (Stationnement, stationnement payant, pour tous les usagers, emplacements régis par d'autres modalités de paiement - Zones Jaunes (ou Zones

de livraison dépenalisées))

c) autre

8. chaussée de Merchtem, à hauteur du numéro 67, sur une distance de 12 mètres, tous les jours, de 7h à 20h ;

6) Ajout à l'article 24.3 b) (Stationnement, stationnement payant, aux emplacements réservés à la recharge des véhicules électriques)

10. avenue du Sippelberg en face du n° 6 a, sur une distance de 12 mètres ;

11. rue de l'Escaut devant le n° 101, sur une distance de 12 mètres ;

12. rue Marcel Gruner devant le n° 3, sur une distance de 12 mètres ;

13. rue Ransfort en face du n° 56, sur une distance de 12 mètres ;

14. avenue de la Liberté devant le n° 125, sur une distance de 12 mètres ;

15. square Edmond Machtens devant le n° 1, sur une distance de 12 mètres ;

7) Ajout à l'article 24.4 a) 3 (Stationnement, stationnement réservé à certaines catégories de véhicules, aux personnes handicapées, sur 6 mètres)

15. à hauteur du n° 84, rue de Birmingham ;

45. à hauteur du n° 75, rue De Koninck ;

181. à hauteur du n° 5, avenue du Sippelberg

8) Supprimé à l'article 24.4 a) 3 (Stationnement, stationnement réservé à certaines catégories de véhicules, aux personnes handicapées, sur 6 mètres)

39. à hauteur du n° 57, rue de Courtrai ;

9) Supprimé à l'article 24.4 a) 2 (Stationnement, stationnement réservé à certaines catégories de véhicules, aux ambulances, sur 7 mètres)

5) à hauteur du n° 40, avenue François Sebrechts ;

10) Ajout à l'article 24.4 a) 6 (Stationnement, stationnement réservé à certaines catégories de véhicules, aux voitures partagées)

5. avenue du Scheutbosch, en face du n°41 (trois emplacements);

6. avenue Jean de la Hoese, en face du n°70 (deux emplacements à proximité du Boulevard Louis Mettwie, du cimetière et de la chaussée de Gand);

7. avenue Mahatma Gandhi, devant le n°10 (deux emplacements à proximité du métro Osseghem);

8. rue de l'Intendant, en face du n°186 (deux emplacements à côté de l'église Saint-Rémi, à proximité du Boulevard du Jubilé).

---

**Mobiliteit - Politie op het wegverkeer - Aanvullend algemeen reglement - Wijziging.**

DE RAAD,

Gelet op het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;

Gelet op het Ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Gelet op de artikels 117, 119 en 135 par. 2. 1° van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het aanvullend algemeen reglement op de politie op het wegverkeer, dat de Gemeenteraad in zijn zitting van 24 september 2014 goedgekeurd heeft en laatst gewijzigd werd tijdens de Gemeenteraad van 24 oktober 2018;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 23 december 2021 betreffende de generalisatie van de “groene zones” de controles van parkeren en de verlenging van de controles van parkeren tot 21u00;

Overwegende het reglement met het oog op deze nieuwe parkeerzones evenals het artikel 24 parkeren, aan te passen,

Overwegende de meerdere parkeerplaatsen voor personen met een handicap die onderworpen waren aan een goedkeuring van de dienst Mobiliteit en het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende de leveringszones die onderworpen waren aan een goedkeuring van de dienst Mobiliteit en het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLIST :

Het aanvullend algemeen reglement op de politie op het wegverkeer goed te keuren.

- 1) Toevoeging in artikel 21.1 (Parkeren is verboden (E1), parkeren verboden (inladen en uitladen: « Kiss & Ride »))
  3. Jean-Baptiste Decockstraat, ter hoogte van het nummer 54, over een afstand van 18 meter, van maandag tot vrijdag van 8u00 tot 9u00.
    - 2) Aanpassingen en afschaffing in artikel 24.1 (Parkeren, zone betalend parkeren “gemeentelijke parkeerkaart” (Groene zone)
    - 3) Toevoeging in artikel 24.3 a) 1 (betaald parkeren, betaald parkeren op bepaalde plaatsen, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar parkeermeter van kracht zijn - Rode zones)
  4. Steenweg op Ninove, ter hoogte van het Hertogin van Brabantplaats
    - 4) Toevoeging in artikel 24.3 a) 2 (parkeren, betaald parkeren op bepaalde plaatsen, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar andere betalingsmodaliteiten van kracht zijn – Gele Zones (of gedepenaliseerde zones)
- a) van maandag tot zaterdag
7. Jean Dubrucqlaan, ter hoogte van de nummer 148, over een afstand van 12 meter, van 7u tot 18u;
  19. Steenweg op Ninove, ter hoogte van de nummers 250, over een afstand van 10 meter, van 9 tot 19u;
  41. Opzichterstraat, ter hoogte van het nummer 81, over een afstand van 16 meter, van

8u tot 19u;

- 5) Wijziging in artikel 24.3 c) 2 (parkeren, betaald parkeren op bepaalde plaatsen, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar andere betalingsmodaliteiten van kracht zijn – Gele Zones (of gedepenaliseerde zones))

c) andere

8. Steenweg op Merchtem, ter hoogte van het nummer 67, over een afstand van 12 meter, alle dagen, van 7u tot 20u.

- 6) Toevoeging in artikel 24.3 b) (Parkeren – Betaald Parkeren, voor parkeerplaatsen gereserveerd aan elektrisch herlaadbare voertuigen)

10. Sippelberglaan tegenover het nr 6 a, over een afstand van 12 meter;

11. Scheldestraat voor het nr 101, over een afstand van 12 meter;

12. Marcel Gruner voor het nr 3, over een afstand van 12 meter;

13. Ransfortstraat tegenover het nr 56, over een afstand van 12 meter;

14. Vrijheidslaan voor het nr 125, over een afstand van 12 meter;

15. Edmond Machtenssquare voor het nr 1, over een afstand van 12 meter;

- 7) Toevoeging in artikel 24.4 a) 3. (Parkeren – Parkeren voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen, voor gehandicapte personen, over 6 meter )

15. ter hoogte van het nr 84, Birminghamstraat;

45. ter hoogte van het nr 75, De Koninckstraat;

181. ter hoogte van het nr 5, Sippelberglaan;

- 8) Afschaffing in artikel 24.4 a) 3. (Parkeren – Parkeren voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen, voor gehandicapte personen, over 6 meter )

39. ter hoogte van het nr 57, Kortrijkstraat;

- 9) Afschaffing in artikel 24.4 a) 3. (Parkeren – Parkeren voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen, voor gehandicapte personen, over 6 meter )

5) ter hoogte van het nr 40, François Sebrechts;

- 10) Toevoeging in artikel 24.4 a) 6. (Parkeren – Parkeren voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen, voor autodelen )

5. Scheutboschlaan, tegenover het nummer 41 (drie parkeerplaatsen) ;

6. Jean de la Hoeselaan, tegenover het nummer 70 (twee parkeerplaatsen in de nabijheid van de Louis Mettwielaan, het kerkhof en de Steenweg op Gent);

7. Mahatma Gandhilaan, voor het nummer 10 (twee parkeerplaatsen in de nabijheid van metro Osseghem);

8. Opzichterstraat, tegenover het nummer 186 (twee parkeerplaatsen naast de Sint-Remigiuserkerk, in de nabijheid van de Jubelfeestlaan).

15 **Propriétés communales - Logements intergénérationnels, Quai de l'Industrie 79-81 - Mandat de gestion de l'asbl la Maïs - Avenant n°1**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 30.08.2021 décidant e.a. :

Article 1:

D'approuver le projet de mandat de gestion à conclure entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl La MAIS dans le cadre des Logements intergénérationnels-Quai de l'Industrie 79-81 entre la rue de Gosselies et la rue de Liverpool pour une durée de neuf ans et de procéder à sa signature ;

Article 2:

D'approuver le montant du loyer global brut de 4.617,71EUR/mois incluant les frais de gestion) à payer mensuellement à la Commune par l'asbl La MAIS, dans le cadre de la prise en gestion à dater du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit la date de la réception provisoire du bâtiment (prévue en décembre 2021) ;

Article 3:

De déduire du loyer les coûts engendrés par d'éventuelles interventions techniques et/ou rafraichissements dans le bâtiment ;

Article 4:

D'inscrire les recettes à l'article 9220/163-01 du budget ordinaire de l'exercice 2022;

Considérant que la réception provisoire du bâtiment a eu lieu le 28 juin 2022 ;

Considérant que l'état des lieux d'entrée a été réalisé par l'expert le 12 juillet 2022;

DECIDE:

Article unique:

D'approuver l'avenant n°1 au mandat de gestion fixant la prise de gestion effective de la MAIS au 12 juillet 2022, date de l'état des lieux réalisé par l'expert et de début de la période de rémunération du loyer et de procéder à sa signature.

---

**Gemeentelijke eigendommen - Intergenerationele woningen, Nijverheidskaai 79-81  
Beheersmandaat van de vzw "La MAIS" – Aanhangsel nr 1**

DE RAAD,

Gezien zijn beraadslaging van 30.08.2021 waarbij o.a. is besloten:

Artikel 1:

Het ontwerp van beheersmandaat dat moet worden gesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw La MAIS in het kader van de Intergenerationele woningen-Nijverheidskaai 79-81 tussen de Gosseliesstraat en de Liverpoolstraat voor een periode van negen jaar goed te keuren en over te gaan tot de ondertekening ervan;

Artikel 2:

Het bedrag goed te keuren van de globale bruto huurprijs van 4.617,71 EUR/maand (inclusief beheerskosten) die de vzw La MAIS maandelijks aan de gemeente moet betalen in het kader van de beheersovername vanaf de eerste dag van de maand volgend op de datum van de voorlopige oplevering van het gebouw (voorzien voor december 2021).

Artikel 3:

De kosten van eventuele technische interventies en/of opknapwerken in het gebouw af te trekken van de huurprijs.

Artikel 4:

De ontvangsten in te schrijven op artikel 9220/163-01 van de gewone begroting van begrotingsjaar 2022;

Overwegende dat de voorlopige oplevering van het gebouw plaatsvond op 28 juni 2022;

Overwegende dat de plaatsbeschrijving bij aankomst door een expert op 12 juli werd gerealiseerd;

BESLUIT:

Enige Artikel :

Het aanhangsel nr 1 met betrekking tot het beheersmandaat goed te keuren, waarin het effectief beheer van de MAIS op 12 juli 2022 wordt vastgelegd, datum van de plaatsbeschrijving gerealiseerd door een expert en begindatum van de huurbetalingsperiode en over te gaan tot de ondertekening ervan.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Avenant de prise en gestion - 2ème version.docx, mandat de gestion signé.pdf*

---

16 **Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable Etangs Noirs - Actions 3.2 'ISP Commerce Labocompétences Vente', 3.3 'Accompagnement scolaire 12-21 ans' et 3.4 'Rénovation R+' - Approbation des conventions**

LE CONSEIL,

Vu l'approbation du programme du Contrat de Quartier Durable 'Etangs Noirs' par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le 23 juin 2022;

Considérant que ledit programme prévoit les actions 3.2 'ISP Commerce Labocompétences Vente', pour laquelle le porteur de projet désigné est la Mission Locale, 3.3 'Accompagnement scolaire 12-21 ans', pour laquelle les porteurs de projets désignés sont La Rue asbl et D'Broej VMJ, et 3.4 'Rénovation R+', pour laquelle les porteurs de projets désignés sont La Rue asbl et Renovassistance;

Considérant que La Rue asbl est en partenariat avec la CLTB pour la mise en oeuvre de l'action 3.4 susmentionnée;

Considérant que des conventions ont été établies pour ces 3 actions, notamment avec la Mission Locale pour l'action 3.2 susmentionnée, avec La Rue ainsi qu'avec D'Broej VMJ pour l'action 3.3 susmentionnée, et avec la CLTB ainsi que La Rue et Renovassistance pour l'action 3.4 susmentionnée;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver les conventions pour les actions 3.2 'ISP Commerce Labocompétences Vente', 3.3 'Accompagnement scolaire 12-21 ans' et 3.4 'Rénovation R+',

---

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Zwarte Vijvers - Acties 3.2 'SPI Handel Labocompetenties Verkoop', 3.3 'Schoolbegeleiding 12-21 jaar' en 3.4 'Renovatie R+' - Goedkeuring van de overeenkomsten**

DE RAAD,

Gezien de goedkeuring van het programma van het Duurzaam Wijkcontract 'Zwarte Vijvers' door de Brussels Hoofdstedelijke Regering op 23 juni 2022;

Overwegende dat het genoemde programma voorziet in de acties 3.2 'SPI Handel Labocompetenties Verkoop', waarvoor de aangewezen projectdrager La Mission Locale is, 3.3 'Schoolbegeleiding 12-21 jaar', waarvoor de aangewezen projectdragers La Rue vzw en D'Broej VMJ zijn, en 3.4 'Renovatie



R+', waarvoor de aangewezen projectdragers La Rue vzw en Renovassistance zijn;  
Overwegende dat La Rue vzw in partnerschap met CLTB instaat voor de uitvoering van de hierboven vermelde actie 3.4;  
Overwegende dat overeenkomsten werden opgesteld voor deze 3 acties, meerbepaald met La Mission Locale voor de actie 3.2, met D'Broej VMJ alsook La Rue vzw voor de actie 3.3, en met CLTB alsook La Rue vzw en Renovassistance voor de actie 3.4;  
Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Enig artikel :

De overeenkomsten goed te keuren voor de acties 3.2 'SPI Handel Labocompetenties Verkoop', 3.3 'Schoolbegeleiding 12-21 jaar' en 3.4 'Renovatie R+'.

*5 annexes / 5 bijlagen*

*Convention Accompagnement scolaire La Rue.pdf, Convention Schoolbegeleiding D'Broej.pdf, Convention Rénovation R+ La Rue et Renovassistance.pdf, Convention ISP Commerce Labocompétence Mission Locale.pdf, Convention Rénovation R+ CLTB.pdf*

---

17 **Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable "Etangs Noirs" 3.1 Chaîne de placettes conviviales (Carpe) - Acquisition du bien sis rue d'Ostende 42 - 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu le courrier du 15 juillet 2022 notifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 2022 approuvant le programme du Contrat de Quartier Durable (CQD) "Etangs Noirs" et octroyant une subvention de 12.500.000,00 EUR à la Commune de Molenbeek-Saint pour la mise en oeuvre du programme du CQD "Etangs Noirs" ;

Considérant que le projet "3.1 Chaîne de placettes conviviales" du CQD "Etangs Noirs" prévoit l'acquisition d'une parcelle sise Rue d'Ostende 42 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrée 3ème division, section B, n°732g2 en vue de réaménager la parcelle et de l'intégrer à l'espace public ;

Vu l'estimation réalisée en date du 7 juin 2021 par Bruxelles Fiscalité pour un montant de 108.000 EUR, pour la parcelle d'une superficie au sol de 80 m<sup>2</sup> sise rue d'Ostende 42 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrée 3ème Division, section B, n°732g2 ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 9301/712/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 et de le financer à 95% par le subsidie CQD "Etangs Noirs" et 5% par emprunts ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'acquisition du bien d'une superficie au sol de 80 m<sup>2</sup>, sis rue d'Ostende 42 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastré 3ème Division, section B, n°732g2, pour un montant maximum de 108.000 EUR et de charger le service Technique du Département Infrastructures et Développement Urbain de négocier l'acquisition de ce bien ;

Article 2 :

D'approuver le mode de financement de la dépense, à savoir 95% par le Contrat de Quartier Durable "Etangs Noirs" (DC 1023/2022) et 5% par emprunts.

---

**Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers" - 3.1 Keten van gezellige pleintjes (Karper) - Aankoop van het goed gelegen te Oostendestraat 42 -1080 Sint-Jans-Molenbeek - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gezien de brief van 15 juli 2022, waarbij kennis wordt gegeven van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 2022 houdende goedkeuring van het programma van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) "Zwarte Vijvers" en tot toekenning van een subsidie van 12.500.000,00 EUR aan de gemeente Sint-Molenbeek voor de uitvoering van het programma van DWC "Zwarte Vijvers" ;

Overwegende dat het project "3.1 Keten van gezellige pleintjes" van het DWC "Zwarte Vijvers" voorziet in de aankoop van een perceel gelegen aan de Oostendestraat 42 in 1080 Sint-Jans-Molenbeek, ingeschreven in het kadaster in de 3de afdeling, sectie B, nr. 732g2 met het oog op de herinrichting van het terrein en de integratie ervan in de openbare ruimte ;

Gelet op de raming d.d. 7 juni 2021 van de Brussel Fiscaliteit voor een bedrag van 108.000 EUR, voor het perceel met een vloeroppervlakte van 80 m<sup>2</sup> gelegen aan de Oostendestraat 42 te 1080 Sint-Jan-Molenbeek, ingeschreven in het kadaster in de 3e afdeling, sectie B, nr. 732g2 ;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn op artikel 9301/712/60 van de buitengewone begroting van het huidige dienstjaar en deze voor 95% te financieren met de subsidie van het DWC "Zwarte Vijvers" en voor 5% met leningen ;

BESLIST :

Artikel 1 :

De aankoop van het onroerend goed met een vloeroppervlakte van 80 m<sup>2</sup> gelegen in de Oostendestraat 42 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, ingeschreven in het kadaster in de 3de afdeling, sectie B, nr. 732g2, voor een bedrag van maximum 108.000 EUR goed te keuren en de Technische dienst van het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling op te dragen te onderhandelen over de aankoop van dit onroerend goed ;

Artikel 2 :

De financieringswijze van deze uitgave, met name 95% via het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers" (VR 1023/2022) en 5% via leningsgelden goed te keuren.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*12\_0109\_01 Rapport d'estimation.pdf, 20220715 - Notification approbation CQD par Gouvernement.pdf*

---

18 **Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable Etangs Noirs - Actions 3.5 Appel à projets 'Un quartier convivial' et 3.6 Appel à projets 'Un quartier durable' - Approbation des règlements**

LE CONSEIL,

Vu l'approbation du projet de programme du Contrat de Quartier Durable 'Etangs Noirs' et du rapport d'incidences environnementales, ainsi que les annexes réalisées par PTArchitecten SPRL, par le Conseil en sa séance du 23 février 2022;

Vu l'approbation du programme du Contrat de Quartier Durable 'Etangs Noirs' par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le 23 juin 2022;

Considérant que ledit programme prévoit les actions 3.5 Appel à projets 'Un quartier convivial' et 3.6 Appel à projets 'Un quartier durable', pour lesquelles les porteurs de projets doivent encore être désignés;

Considérant que le Département Infrastructures et Développement urbain a élaboré un règlement et un formulaire de candidature pour chacune des actions susmentionnées;

Considérant que les règlements pour les appels à projets sont repris en annexe;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver les règlements pour les actions 3.5 Appel à projets 'Un quartier convivial' et 3.6 Appel à projets 'Un quartier durable', joints en annexe, dans le cadre du Contrat de Quartier Durable Etangs Noirs.

---

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Zwarte Vijvers - Acties 3.5 Projectoproep 'Conviviale wijk' en 3.6 Projectoproep 'Duurzame wijk' - Goedkeuring van de reglementen.**

DE RAAD,

Gezien de goedkeuring van het ontwerpprogramma van het Duurzaam Wijkcontract 'Zwarte Vijvers' en het milieueffectenrapport, alsook de bijlagen door PTArchitecten BVBA opgesteld, door de Raad in zijn zitting van 23 februari 2022;

Gezien de goedkeuring van het programma van het Duurzaam Wijkcontract 'Zwarte Vijvers' door de Brussels Hoofdstedelijke Regering op 23 juni 2022;

Overwegende dat het genoemde programma voorziet in de acties 3.5 Projectoproep 'Conviviale wijk' en 3.6 Projectoproep 'Duurzame wijk', waarvoor de projectdragers nog moeten worden aangewezen;

Overwegende dat het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor elk van de bovengenoemde acties een reglement en een kandidatuurformulier heeft opgesteld;

Overwegende dat de reglementen voor de oproepen tot het indienen van projecten in bijlage zijn opgenomen;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

De reglementen betreffende de acties 3.5 Projectoproep 'Conviviale wijk' en 3.6 Projectoproep 'Duurzame wijk', bijgevoegd, in het kader van het Duurzaam Wijkcontract Zwarte Vijvers goed te keuren.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Règlement FR NL Quartier durable.pdf, Règlement FR NL Quartier convivial.pdf*

---

19 **Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable "Etangs Noirs" R4 Parc Courtrai-Ostende - Acquisition des biens sis rue de Courtrai 47-49 et rue d'Ostende 74 - 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu le courrier du 15 juillet 2022 notifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 2022 approuvant le programme du CQD "Etangs Noirs" ;

Considérant que le projet "R4 Parc Courtrai-Ostende" du CQD "Etangs Noirs" prévoit l'acquisition d'un site industriel composé de deux biens (Rue de Courtrai 47-49 et Rue d'Ostende 74) en vue de démolir partiellement les constructions existantes, de les rénover et de les reconstruire en partie, afin de créer un grand parc en intérieur d'îlot accessible par la rue de Courtrai et la rue d'Ostende et un équipement public ;

Considérant que les biens sis Rue de Courtrai 47-49 et Rue d'Ostende 74 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean sont cadastrés respectivement 3ème Division, section B, n°764d3 et n°752d4 et n°752v ;

Vu le courrier du 6 juillet 2022 de Beliris notifiant l'octroi d'une subvention pour un montant maximum de 3.000.000 € pour l'acquisition des terrains situés "Rue de Courtrai 49-51-53-55, rue d'Ostende 74" ;

Vu l'estimation en date du 19 juillet 2022 par le Comité d'Acquisition d'immeubles régional pour un

montant de 1.865.550,00 EUR, pour la parcelle d'une superficie utile de 2165 m<sup>2</sup>, sise rue de Courtrai 47-49 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrée 3ème Division, section B, n°764d3 ;

Vu l'estimation en date du 15 février 2021 par le Comité d'Acquisition d'immeubles régional pour un montant de 930.000,00 EUR, pour les parcelles d'une superficie utile de 2102 m<sup>2</sup>, sises rue d'Ostende 74 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrées 3ème Division, section B, n°752d4 et n°752v ;

Considérant que les crédits nécessaires seront prévus à l'article 9301/712/60 du budget extraordinaire de l'année en cours suite à la 1ère modification budgétaire 2022;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'acquisition du bien d'une superficie utile de 2.165 m<sup>2</sup>, sis rue de Courtrai 47-49 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrée 3ème Division, section B, n°764d3, pour un montant maximum de 1.865.550,00 EUR ;

Article 2 :

D'approuver l'acquisition du bien d'une superficie utile de 2.102 m<sup>2</sup>, sis rue d'Ostende 74 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrée 3ème Division, section B, n°752d4 et n°752v, pour un montant maximum de 930.000,00 EUR ;

Article 3 :

De charger le service Technique du Département Infrastructures et Développement Urbain de négocier l'acquisition de ces deux biens ;

Article 4 :

D'approuver le mode de financement de la dépense 2.795.550,00 EUR, à savoir dans sa totalité Beliris, DC 1101/2022.

---

### **Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers" - R4 Park Kortrijk-Oostende - Aankoop van de goederen gelegen te Kortrijkstraat 47-49 en Oostendestraat 74 -1080 Sint-Jans-Molenbeek - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gezien de brief van 15 juli 2022, waarbij kennis wordt gegeven van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 2022 houdende goedkeuring van het programma van het DWC "Zwarte Vijvers" ;

Overwegende dat het project "R4 Park Kortrijk-Oostende" van het DWC "Zwarte Vijvers" voorziet in de aankoop van een industrieterrein bestaande uit twee panden (Kortrijkstraat 47-49 en Oostendestraat 74) met het oog op de gedeeltelijke afbraak van de bestaande gebouwen, de renovatie en de gedeeltelijke wederopbouw ervan, teneinde in het binnenste van het huizenblok een groot park aan te leggen, dat toegankelijk is via de Kortrijkstraat en de Oostendestraat, alsmede een openbare voorziening ;

Overwegende dat de eigendommen gelegen aan de Kortrijkstraat 47-49 en de Oostendestraat 74 in 1080 Sint-Jan-Molenbeek respectievelijk ingeschreven zijn in het kadaster in de 3de afdeling, sectie B, nr. 764d3 en nr. 752d4 en nr. 752v ;

Gezien de brief van 6 juli 2022 van Beliris waarin de toekenning van een subsidie voor een maximumbedrag van € 3.000.000 voor de aankoop van het terrein gelegen te "Kortrijkstraat 49-51-53-55 en Oostendestraat 74" wordt gemeld ;

Gelet op de raming d.d. 19 juli 2022 van Brussel Fiscaliteit voor een bedrag van 1.865.550,00 EUR voor het perceel met een bruikbare oppervlakte van 2.165 m<sup>2</sup> gelegen aan de Kortrijkstraat 47-49 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, ingeschreven in het kadaster in de 3de afdeling, sectie B, nr. 764d3 ;

Gelet op de raming d.d. 15 februari 2021 van Brussel Fiscaliteit voor een bedrag van 930.000,00 EUR voor de percelen met een bruikbare oppervlakte van 2.102 m<sup>2</sup> gelegen aan de Oostendestraat 74 te 1080 Sint-Jan-Molenbeek, ingeschreven in het kadaster in de 3de afdeling, sectie B, nr. 752d4 en nr.

752v ;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zullen zijn op artikel 9301/712/60 van de buitengewone begroting van het huidige dienstjaar na de eerste budgetwijziging 2022;

BESLIST :

Artikel 1:

De aankoop goed te keuren van het onroerend goed met een bruikbare oppervlakte van 2.165 m<sup>2</sup>, gelegen in de Kortrijkstraat 47-49 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, met kadastraal nummer 3de afdeling, sectie B, n°764d3, voor een maximumbedrag van 1.865.550,00 EUR ;

Artikel 2:

De aankoop goed te keuren van het onroerend goed met een bruikbare oppervlakte van 2.102 m<sup>2</sup> gelegen aan de Oostendestraat 74 te 1080 Sint-Jan-Molenbeek, met kadastraal nummer 3de afdeling, sectie B, n°752d4 en n°752v, voor een maximum bedrag van 930.000,00 EUR ;

Artikel 3:

De Technische dienst van het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling op te dragen te onderhandelen over de aankoop van dit onroerend goed ;

Artikel 4:

De wijze van financiering van de uitgaven van EUR 2.795.550,00 goed te keuren, namelijk in hun geheel door Beliris, VR 1101/2022.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*20220715 - Notification approbation CQD par Gouvernement.PDF, 12\_0090\_01-02 Rapport d'estimation.pdf, 20220706- Beliris octroi d'une subvention.pdf, 12\_0086\_03\_Waardebepaling\_BVE.pdf*

---

20 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de quartier durable Petite Senne - opération 1.C1 Ateliers Upcycling - Convention d'occupation du bien sis quai de l'Industrie 77a à 1080 Molenbeek par Boomerang Design (Atelier Groot Eiland).**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 23 décembre 2014 approuvant le programme de base du contrat de quartier durable (CQD) Petite Senne;

Vu l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mai 2016 de la première modification du programme du CQD Petite Senne;

Vu l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 mai 2017 de la deuxième modification du programme du CQD Petite Senne;

Considérant que le programme modifié, cité ci-dessus, prévoit l'opération 1.C1 "Ateliers Upcycling" pour laquelle Boomerang Design, qui fait partie de l'asbl Atelier Groot Eiland, a été désigné comme futur occupant;

Considérant que le projet se situe au 77a quai de l'Industrie à Molenbeek, cadastré 3ème division, section B, n° 963d;

Vu la méthode de calcul dans le cadre de la location des infrastructures communales, établie par le service des Propriétés Communales;

Considérant que sur base de cette méthode de calcul, mutatis mutandis, le droit d'occupation revient à 2.050,00 EUR par mois, indexé annuellement;

Vu le projet de convention d'occupation en annexe;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE:

Article unique:

d'approuver le projet de convention d'occupation du projet "Ateliers Upcycling" par Boomerang

---

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam wijkcontract Zinneke - ingreep 1.C1 Upcycling Ateliers - Gebruiksovereenkomst van het goed gelegen te Nijverheidskaai 77a te 1080 Molenbeek door Boomerang Design (Atelier Groot Eiland).**

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2014 waarmee de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het vierjarig programma van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) Zinneke goedkeurt;

Gezien de goedkeuring door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 25 mei 2016 van de eerste wijziging van het programma van het DWC Zinneke;

Gezien de goedkeuring door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 22 mei 2017 van de tweede wijziging van het programma van het DWC Zinneke;

Overwegende dat het hierboven vermelde gewijzigde programma voorziet in de ingreep 1.C1 "Upcycling Ateliers" waarbij Boomerang Design van Atelier Groot Eiland is opgenomen als toekomstige gebruiker;

Overwegende dat het project zich bevindt aan de Nijverheidskaai 77a te Molenbeek, en bij het kadaster gekend is onder de 3de afdeling, sectie B, nr. 963d;

Gezien de berekeningsmethode in het kader van de verhuring van een gemeentelijke infrastructuur, opgesteld door de dienst Gemeentelijke eigendommen;

Overwegende dat op basis van bovengemelde berekeningsmethode, mutatis mutandis, het gebruiksrecht neerkomt op 2050,00 EUR per maand, jaarlijks geïndexeerd;

Gezien het ontwerp van de gebruiksovereenkomst in bijlage;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Enig artikel:

het ontwerp van de gebruiksovereenkomst van het project "Upcycling Ateliers" door Boomerang Design, een atelier binnen de structuur van Atelier Groot Eiland, goed te keuren.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Convention\_AGE\_ateliers(5) opmerkingen.pdf*

---

21 **Département Infrastructures et Développement urbain – CQD Petite Senne : Logements conventionnés Liverpool (1.F1) – Accord pour la vente d’une parcelle non bâtie située rue de Liverpool 24 – 1080 Molenbeek**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 3 juin 2015 décidant e.a. :

- D’approuver l’acquisition du bien sis à 1080 Bruxelles, rue de Liverpool 24, cadastré 3<sup>ème</sup> division, Section B, n° 943y30 appartenant à la société Fadi Export, pour un montant maximum de 925.000,00 €, sous réserve de l’approbation du budget communal 2015 par les Autorités de Tutelle;

Vu le permis d'urbanisme délivré par le fonctionnaire délégué de l'administration régionale en date du 25 janvier 2019 et portant le numéro de référence « 12/PFD/675068 » introduit dans le cadre du Contrat de Quartier Durable (CQD) « Petite Senne » ;  
Considérant que ce permis a pour objet « la reconversion de la Halle Libelco en un espace public couvert et la construction d'une crèche rue de Liverpool 24 » ;  
Considérant que ce permis prévoit au préalable la démolition du bâtiment sis rue de Liverpool 24, ensuite la construction de la crèche sur la partie arrière de la parcelle, et sur la partie avant, de maintenir une parcelle non bâtie de 3a 70ca, devant accueillir une « opération investisseur » qui est reprise dans le programme du CQD Petite Senne ;  
Considérant qu'une opération « investisseur » dans le cadre d'un CQD a pour objectif de créer du logement conventionné, conformément à l'article 2. 6° de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 ;  
Considérant que "Le Logement Molenbeekois" nous a fait parvenir par courrier daté du 30 mars 2021 son intérêt pour l'acquisition de cette parcelle afin d'y agrandir son offre de logements sociaux ;  
Considérant que cette parcelle jouxte le bâtiment 14 à 22 rue de Liverpool composé de logements « sociaux » appartenant à "Le Logement Molenbeekois";  
Considérant que "Le Logement Molenbeekois" a initié un projet de transformation, rénovation et mise en conformité de ces logements ;  
Considérant qu'il est d'intérêt public que ce terrain serve à la production de logements sociaux ;  
Considérant que ce terrain en devenant propriété de "Le Logement Molenbeekois", reste une propriété publique ;  
Considérant que l'administration régionale a donné son accord et autorisé la vente à "Le Logement Molenbeekois" de la parcelle pour y créer des logements sociaux en lieu et place d'une opération investisseur prévue dans le programme du CQD Petite Senne, et ceci sous réserve de l'approbation du décompte final par le Gouvernement de la RBC ;  
Vu l'estimation effectuée par Bruxelles-Fiscalité en date du 17 juillet 2021 pour un montant de 169.500 EUR ;  
Considérant que les crédits de la vente seront réutilisés pour d'autres opérations dans le cadre du CQD Petite Senne ;  
Vu les finances de la Commune ;  
Vu l'article 117 de la NLC ;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver la vente de la parcelle de 3a 70ca, sise rue de Liverpool 24 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrée 3<sup>ème</sup> division, Section B, n°943y30 (ID21523B0943/00y030) pour un montant de 169.500 EUR à "Le Logement Molenbeekois".

---

**Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling – Duurzaam Wijkcontract Zinneke – Geconventioneerde woningen Liverpool (1.F1) – Akkoord voor de verkoop van een onbebouwd perceel gelegen te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, Liverpoolstraat 24**

DE RAAD,

Gezien haar beslissing van 3 juni 2015 om onder meer:

- De aankoop van het vastgoed, gelegen te Liverpoolstraat 24, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastréerd in afdeling 3, sectie B, nr 943y30, in eigendom van het bedrijf Fadi Export, voor een maximumbedrag van 925.000,00 € goed te keuren onder voorbehoud van de goedkeuring van het Gemeentelijk budget 2015 door de Voogdij;

Gezien de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd door de gedelegeerde regionale overheidsfunctionaris op 25 januari 2019 en met referentienummer "12/PFD/675068", ingediend in het kader van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) "Zinneke";

Overwegende dat het doel van deze vergunning "de reconversie van de Libelcohal in een overdekte

openbare ruimte en de bouw van een crèche aan de Liverpoolstraat 24” betreft;

Overwegende dat deze vergunning in de eerste plaats voorziet in de sloop van het gebouw aan de Liverpoolstraat 24, en vervolgens in de bouw van de crèche aan de achterzijde van het perceel, en, aan de voorzijde, om een onbebouwd terrein van 3a 70ca te behouden, om een “investeerdopersoperatie” te kunnen verwezenlijken zoals voorzien in het programma van het DWC Zinneke;

Overwegende dat een "investeerdopersoperatie" in het kader van een DWC tot doel heeft om geconventioneerde woningen te creëren, overeenkomstig artikel 2. 6° van de Ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 28 januari 2010;

Overwegende dat "Le Logement Molenbeekois" ons per brief van 30 maart 2021 zijn belangstelling heeft doen toekomen voor de verwerving van dit perceel om zijn aanbod van sociale huisvesting uit te breiden;

Overwegende dat dit perceel grenst aan het gebouw gelegen aan de Liverpoolstraat 14 tot 22, bestaande uit « sociale » woningen die behoren tot "Le Logement Molenbeekois";

Overwegende dat "Le Logement Molenbeekois" een project van transformatie, renovatie en conform maken van deze woningen heeft geïnitieerd;

Overwegende dat het in het openbaar belang is dat dit terrein wordt gebruikt voor de creatie van sociale woningen;

Overwegende dat dit terrein, door eigendom te worden van "Le Logement Molenbeekois", in publieke eigendom blijft;

Overwegende dat de gewestelijke administratie de verkoop van het perceel aan "Le Logement Molenbeekois" heeft toegelaten en goedgekeurd om er sociale woningen te creëren in plaats van een investeerdopersoperatie zoals voorzien in het programma van het DWC Zinneke, en dit onder voorbehoud van de goedkeuring van de eindafrekening door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gezien de op 17 juli 2021 door Fiscaliteit Brussels voor een bedrag van 169.500 EUR gemaakte raming;

Overwegende dat de kredieten van de verkoop zullen worden hergebruikt voor andere operaties in het kader van het DWC «Zinneke»;

Gezien de financiën van de gemeente;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Enig artikel :

de verkoop van het perceel van 3a 70ca, gelegen aan de Liverpoolstraat 24 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastrerd in afdeling 3, sectie B, nr. 943y30 (ID21523B0943/00y030) voor een bedrag van 169.500 EUR aan "Le Logement Molenbeekois" goed te keuren.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*12\_0103\_01 Mededeling VW.pdf, 12\_0103\_01 Waardebepaling.pdf*

---

22 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Politique de la Ville 2017-2020 - Espace Vert Collectif Petite Senne - Approbation de la convention entre la Commune et Onthaalcentrum Foyer vzw.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 portant notamment sur le programme Politique de la Ville ;



Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 relatif à la Politique de la Ville ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2017 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve le programme pluriannuel « Politique de la Ville par le développement des quartiers 2017-2020 » de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que ledit programme prévoit l'action suivante : « 1.3. Espace Vert Collectif Petite Senne » ayant été délégué à l'OnthaalCentrum Foyer vzw qui concerne la réhabilitation d'une friche de 428m<sup>2</sup>, située dans la prolongation du parc de la Petite Senne (19 rue des Houilleurs) en intérieur d'îlot en espace vert collectif et qui sera en connexion avec la salle polyvalente du bâtiment sis 17 rue des Ateliers géré par OnthaalCentrum Foyer vzw. Cette action a pour condition de réussite, notamment, la conclusion d'une convention de gestion avec le partenaire OnthaalCentrum Foyer vzw ;

Considérant que la parcelle étant enclavée, il est utile de pouvoir l'activer et y apporter une surveillance accrue, rôles qui seront attribués à OnthaalCentrum Foyer vzw ;

Considérant que, suite aux négociations entre le service juridique, le département infrastructures et développement urbain et OnthaalCentrum Foyer vzw, il a été établi qu'une convention de concession de service public serait plus appropriée dans ce cas précis au vu des droits et obligations des deux parties ;

Considérant que le contenu de la convention a été validé par le Conseil d'Administration de OnthaalCentrum Foyer vzw ;

Considérant que la convention est conclue pour une durée de 20 ans et à titre gratuit ;

Considérant le mémorandum remis par le Cabinet d'avocats Exelia en date du 15 juin 2022 concernant la qualification de la convention ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :

De prendre connaissance et d'approuver la convention entre la Commune et OnthaalCentrum Foyer vzw.

---

**Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Stadsbeleid 2017-2020 -  
Gemeenschappelijke groene ruimte Zinnekepark - Goedkeuring van de overeenkomst tussen de  
Gemeente en Onthaalcentrum Foyer vzw.**

DE RAAD,

Gelet op de organieke ordonnantie van de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016, dat met name betrekking heeft op het Stadsbeleidsprogramma;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 januari 2017 betreffende het Stadsbeleid;

Gelet op de kennisgeving van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juli 2017 waarbij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering kennisneemt en goedkeuring geeft aan het meerjarenprogramma "Stadsbeleid via wijkontwikkeling 2017-2020" van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat het genoemde programma voorziet in de volgende actie: "1.3. Gemeenschappelijke groene ruimte Zinnekepark", die werd toevertrouwd aan het OnthaalCentrum Foyer vzw en die erin bestaat om een braakliggend terrein van 428m<sup>2</sup>, dat in het verlengde van het Zinnekepark (Koolmijngraversstraat 19) in het binnengebied van een huizenblok is gelegen, herin te richten tot een gemeenschappelijke groene ruimte die de verbinding zal maken met de polyvalente zaal van het gebouw gelegen in de Werkhuizenstraat 17, dat wordt beheerd door het Onthaalcentrum Foyer vzw. Een van de voorwaarden tot slagen van deze actie hangt met name af van het sluiten van een beheersovereenkomst met de partner OnthaalCentrum Foyer vzw;

Overwegende het feit dat het perceel omsloten is, is het nuttig om het te activeren en om te zorgen voor meer toezicht, taken die zullen worden toegewezen aan het OnthaalCentrum Foyer vzw;  
Overwegende dat na onderhandelingen tussen de juridische dienst, het departement infrastructuur en stedelijke ontwikkeling en het OnthaalCentrum Foyer vzw is vastgesteld dat een concessieovereenkomst voor openbare dienstverlening in dit specifieke geval passender zou zijn, gelet op de rechten en verplichtingen van beide partijen;  
Overwegende dat de inhoud van de overeenkomst is gevalideerd door de raad van bestuur van OnthaalCentrum Foyer vzw;  
Overwegende dat de overeenkomst wordt gesloten voor een periode van 20 jaar en kosteloos is;  
Overwegende het memorandum van het advocatenkantoor Exelia van 15 juni 2022 betreffende de kwalificatie van de overeenkomst ;  
Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:

Kennis te nemen van en goedkeuring te geven aan de overeenkomst tussen de Gemeente en het OnthaalCentrum Foyer vzw.

*5 annexes / 5 bijlagen*

*MEMORANDUM - exelia - qualification convention.docx, Carte Petite Senne.jpg, 1.3.*

*GEMEENSCHAPPELIJKE GROENE RUIMTE ZINNEKEPARK-WIJZIGING 2 - Modif 3.pdf, 1.3.*

*ESPACE VERT COLLECTIF PETITE SENNE- Modif 3.pdf, Convention - Espace Petite Senne VF-06.docx*

---

23 **Département Infrastructures et Développement urbain – Plan Triennal d’Investissement 2019-2021 - Réaménagement de l’axe doux de la rue Jean-Baptiste Decock - Programme d’entretien – Engagement à ne pas aliéner ni modifier l’affectation du bien.**

LE CONSEIL,

Considérant que le projet "Réaménagement de l'axe doux Decock " consiste en la création d'un axe privilégiant la mobilité douce dans le Quartier Decock;

Considérant qu'un programme d'entretien portant sur les cinq ans qui suivent la réception définitive doit être introduit au pouvoir subsidiant dans le cadre du plan triennal d'investissement (PTI) ;

Considérant que ce programme d'entretien inclut principalement les prévisions financières ;

Considérant que le montant annuel prévu pour ce programme est de 5.000,00 EUR TVAC ;

Considérant que ce montant annuel sera prélevé à l'article budgétaire "4210/735/60 - Entretien Extraordinaire des voiries";

Considérant que le pouvoir subsidiant demande, dans le cadre du plan triennal d'investissement (PTI), que l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean s'engage à ni aliéner les biens ni modifier l'affectation de ces biens pour lesquels un subside est octroyé dans les vingt ans de l'octroi de ce dernier ;

DECIDE :

Article 1 :

De s'engager à ni aliéner ni modifier l'affectation de l'axe doux de la rue Jean-Baptiste Decock suite aux travaux pour lesquels un subside est octroyé, et ce pendant vingt ans de l'octroi de ce dernier;

Article 2 :

De s'engager à assurer l'entretien relatif au réaménagement de l'axe doux de la rue Jean-Baptiste Decock ;

Article 3 :

D'approuver le programme d'entretien incluant les prévisions financières ;

Article 4 :

De marquer son accord pour financer ce programme au moyen de l'article "4210/735/60 - Entretien Extraordinaire des voiries" du budget extra-ordinaire et de le financer par emprunt.

---

**Departement infrastructuur en stedelijke ontwikkeling – Driejarig investeringsprogramma 2019-2021- Heraanleg van de zachte as van de Jean-Baptiste Decockstraat - Onderhoudsprogramma – Verbintenis om het goed niet te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen.**

DE RAAD,

Overwegende dat het project "Heraanleg van de zachte as Decock" bestaat in de aanleg van een as ter bevordering van de zachte mobiliteit in de wijk Decock;

Overwegende dat een onderhoudsprogramma voor vijf jaar na de definitieve oplevering bij de subsidieverlenende overheid moet worden ingediend als onderdeel van het driejarig investeringsprogramma (DIP);

Overwegende dat het onderhoudsprogramma voornamelijk financiële voorspellingen bevat;

Overwegende dat het voor dat programma voorziene jaarlijkse bedrag 5.000,00 EUR BTW incl. bedraagt;

Overwegende dat dit jaarlijkse bedrag op het begrotingsartikel "4210/735-60 - buitengewoon onderhoud van de wegen" zal worden genomen;

Overwegende dat de subsidieverlenende overheid, in het kader van het driejarig investeringsprogramma (DIP), vereist dat de gemeentelijke administratie van Sint-Jans-Molenbeek zich ertoe verbindt de goederen waarvoor een subsidie wordt toegekend niet te vervreemden of de bestemming ervan niet te wijzigen binnen 20 jaar na de toekenning ervan;

BESLIST:

Artikel 1:

Zich ertoe te verbinden de zachte as van de Jean-Baptiste Decockstraat niet te vervreemden of de bestemming ervan niet te wijzigen na de werken waarvoor een subsidie wordt toegekend, en dit gedurende 20 jaar na de toekenning van deze laatste;

Artikel 2:

Zich ertoe te verbinden te zorgen voor het onderhoud van de zachte as van de Jean-Baptiste Decockstraat;

Artikel 3:

Het onderhoudsprogramma met inbegrip van de financiële voorspellingen goed te keuren;

Artikel 4:

Erme in te stemmen dit programma te financieren via artikel "4210/735/60 - buitengewoon onderhoud van de wegen" van de buitengewone begroting en dit te financieren door leningsgelden.

*1 annexe / 1 bijlage*

*19.032 Metr  recapitulatif- Travaux entretien voiries et trottoirs.pdf*

---

24 **Département Infrastructures et Développement urbain - Convention entre la Ville de Bruxelles et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean relative au partage de frais des feux de circulation sur le pont sis boulevard du Jubilé,   Bruxelles - Approbation de la convention.#**

LE CONSEIL,

Considérant que le pont du boulevard du Jubilé situé en région bruxelloise se situe à la fois sur le territoire de la Ville de Bruxelles, et à la fois sur celui de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean;

Considérant que le pont du Jubilé se trouve dans un état de dégradation avancé et est endommagé par la corrosion de plusieurs de ses éléments porteurs, et que suite à ce constat, il a été jugé nécessaire de

limiter la vitesse et le passage des véhicules sur le pont afin de réduire les sollicitations sur ses éléments porteurs endommagés;

Considérant que les deux bandes de circulation sont donc réduites à une seule et unique bande de circulation déplacée sur l'axe central du pont;

Considérant qu'à cet effet, des feux de circulation (deux), ont été installés sur le pont du Jubilé afin de réguler le trafic des véhicules et le passage des piétons à l'entrée et à la sortie de ce pont;

Considérant que la Ville de Bruxelles a conclu un marché public par lequel les feux sont installés et en demeure l'adjudicateur;

Considérant que le boulevard du Jubilé, passant sur ce pont, se situe à cheval sur le territoire de la Ville de Bruxelles et celui de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et que les communes ont convenu de partager pour moitié chacune les frais relatifs à ces feux;

Considérant qu'il est donc nécessaire de définir et de fixer les obligations et les responsabilités réciproques de chacune d'elle de manière à clarifier la gestion des feux de circulation ainsi que les frais y relatifs par l'adoption d'une convention;

Considérant que la Ville de Bruxelles a soumis à la Commune de Molenbeek un projet de convention et que celui-ci a été soumis au service juridique pour analyse;

Considérant qu'après analyse et remarques levées, les modifications nécessaires ont été approuvées par les deux communes, et ainsi apportées à ladite convention;

Considérant que ladite convention a déjà été approuvée par le Conseil communal de la Ville de Bruxelles en date du 27 juin 2022;

Considérant que la Commune de Molenbeek doit également faire approuver la convention par le Conseil avant sa signature;

DECIDE:

Article unique:

D'approuver la convention entre la Ville de Bruxelles et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean relative au partage de frais des feux de circulation sur le pont sis boulevard du Jubilé, à Bruxelles.

---

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Overeenkomst tussen de Stad Brussel en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek met betrekking tot de verdeling van de kosten van de verkeerslichten op de brug gelegen op de Jubellaan, te Brussel - Goedkeuring van de overeenkomst.#**

DE RAAD,

Overwegende dat de brug over de Jubellaan in het Brusselse Gewest zowel op het grondgebied van de Stad Brussel als op dat van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ligt ;

Overwegende dat de Jubileebrug in een vergevorderde staat van verval verkeert en beschadigd is door corrosie van verscheidene van zijn dragende elementen, en dat het naar aanleiding van deze constatering noodzakelijk werd geacht de snelheid en de doorgang van voertuigen op de brug te beperken teneinde de druk op de beschadigde dragende elementen te verminderen ;

Overwegende dat de twee rijstroken worden daardoor teruggebracht tot één rijstrook die naar de centrale as van de brug wordt verplaatst ;

Overwegende dat daartoe op de Jubileebrug verkeerslichten (twee) zijn geïnstalleerd om het verkeer van voertuigen en voetgangers bij het op- en afrijden van de brug te regelen;

Overwegende dat de Stad Brussel een overheidsopdracht voor de installatie van de verkeerslichten heeft gesloten en de opdrachtnemer blijft;

Overwegende dat de Jubellaan, die over deze brug loopt, het grondgebied van de stad Brussel en dat van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek doorkruist en dat de gemeenten ermee hebben ingestemd de helft van de kosten voor deze verkeerslichten te delen;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is de wederzijdse verplichtingen en verantwoordelijkheden van elk van hen te omschrijven en vast te leggen, ten einde het beheer van de verkeerslichten en de daaraan verbonden kosten door middel van de aanneming van een overeenkomst

te verduidelijken;

Overwegende dat de stad Brussel een ontwerp-overeenkomst heeft voorgelegd aan de gemeente Molenbeek en dat deze ter analyse is voorgelegd aan de juridische dienst;

Overwegende dat na analyse en opmerkingen de nodige wijzigingen door beide gemeenten zijn goedgekeurd, en aldus in de genoemde overeenkomst zijn aangebracht;

Overwegende dat deze overeenkomst reeds op 27 juni 2022 door de Gemeenteraad van de Stad Brussel is goedgekeurd;

Overwegende dat de gemeente Molenbeek de overeenkomst ook door de Raad moet laten goedkeuren alvorens deze wordt ondertekend;

BESLIST:

Enig artikel:

De overeenkomst tussen de stad Brussel en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek betreffende de verdeling van de kosten voor de verkeerslichten op de brug van de Jubellaan in Brussel goed te keuren.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Annexe - Plan.pdf, Convention FR - VBX et Molenbeek - pont du jubilé.docx, Convention NL - VBX et Molenbeek - pont du jubilé.docx*

---

25 **Département Infrastructures et Développement urbain - Convention relative à la "Centrale d'achat pour les travaux de traitement de pollution du sol destinée aux organismes publics bruxellois - CSC 2019H0174" - Approbation de la convention.#**

LE CONSEIL,

Considérant que l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement (IBGE) a constaté que de nombreux organismes publics actifs en Région de Bruxelles-Capitale rencontrent des difficultés lorsqu'ils sont confrontés à des terrains publics qui sont pollués et qu'ils doivent gérer ces pollutions. Ces difficultés étant notamment liées à la passation des marchés publics pour la désignation de bureau d'études ou d'entreprises effectuant des travaux de traitement de pollution du sol sur un site de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que Bruxelles Environnement a lancé, en janvier 2019, un marché public de travaux à l'attention des entrepreneurs enregistrés, dont le cahier spécial des charges porte la référence suivante : "2019H0174", et que le marché a été attribué en novembre 2020 aux deux entrepreneurs enregistrés auprès de l'IBGE, et ayant remis l'offre régulière la plus basse ;

Considérant que conformément à l'article 2, 4°, 2ème tiret, et à l'article 15 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, la Centrale agit comme intermédiaire : les organismes publics bruxellois, qui le souhaitent, peuvent faire appel à elle pour acheter des travaux via le marché conclu par l'IBGE avec SARPI Remediation n.v. (anciennement Suez), Westvaartdijk, 83 à 1850 GRIMBERGEN, désigné comme entrepreneur principal, et avec MOURIK n.v., Groenendaallaan 399 - 2030 Antwerpen, comme entrepreneur secondaire. La centrale vise une série de travaux de traitement de pollution du sol ;

Considérant que dans un souci de qualité, l'IBGE semble la structure la plus à même d'attribuer ce marché à des entrepreneurs dignes de confiance ;

Considérant que le marché de travaux de traitement de la pollution du sol a été attribué à l'entreprise SARPI Remediation n.v. (anciennement Suez), Westvaartdijk, 83 à 1850 GRIMBERGEN, comme entrepreneur principal, et à l'entreprise MOURIK n.v., Groenendaallaan 399 - 2030 Antwerpen, comme entrepreneur secondaire ;

Prend connaissance de la convention, entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, l'IBGE et les entrepreneurs SARPI Remediation n.v., et MOURIK n.v., dont l'objet est de fixer les droits et les obligations de chaque partie suite à la mise en place par l'IBGE de la Centrale, et ce, suite à l'attribution du marché aux deux entrepreneurs agréés ;

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE:

Article unique:

D'approuver la convention entre la Commune, l'IBGE et les entrepreneurs SARPI Remediation n.v., et MOURIK n.v.

---

**Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Overeenkomst betreffende de "Aankoopcentrale voor bodemsaneringswerken bestemd voor brusselse overheidsinstellingen - BB 2019H0174" - Goedekeuring van de overeenkomst.#**

DE RAAD,

Overwegende dat het Brussels Instituut voor Milieubeheer (BIM) heeft vastgesteld dat tal van overheidsdiensten die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest actief zijn, moeilijkheden ondervinden wanneer ze geconfronteerd worden met verontreinigde publieke terreinen en dat ze die verontreinigingen moeten beheren. Deze moeilijkheden zijn onder andere gelinkt aan het gunnen van overheidsopdrachten voor de aanwijzing van adviesbureaus of bedrijven die werkzaamheden voor de behandeling van bodemverontreiniging uitvoeren op een terrein in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel in januari 2019 een overheidsopdracht voor werken heeft uitgeschreven ter attentie van de ingeschreven aannemers, waarvan het bijzonder bestek de volgende referentie draagt: "2019H0174", en dat de opdracht in november 2020 is gegund aan de twee aannemers die bij het BIM zijn ingeschreven en die de laagste reguliere offerte hebben ingediend;

Overwegende dat in overeenstemming met artikel 2, 4°, 2de streepje, en artikel 15 van de wet van 15 juni 2006 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, de Centrale optreedt als tussenpersoon: de Brusselse overheidsdiensten, die het wensen, kunnen een beroep doen op de Centrale voor de aankoop van werken via de overeenkomst die de BIM heeft gesloten met SARPI Remediation n.v. (voorheen Suez), Westvaardijk, 83 te 1850 GRIMBERGEN, aangeduid als hoofdaannemer, en met MOURIK n.v., Groenendaallaan 399 - 2030 Antwerpen, als secundaire aannemer. De centrale is gericht op een reeks werken voor de behandeling van bodemverontreiniging;

Overwegende dat om een hoog kwaliteitsniveau te garanderen, het BIM, de meest geschikte structuur lijkt om deze opdracht aan betrouwbare aannemers te gunnen;

Overwegende dat de opdracht voor de behandeling van de bodemverontreiniging is gegund aan de onderneming SARPI Remediation n.v. (voorheen Suez), Westvaardijk, 83 - 1850 GRIMBERGEN, als hoofdaannemer, en aan de onderneming MOURIK n.v., Groenendaallaan 399 - 2030 Antwerpen, als nevenaannemer;

Neemt kennis van de overeenkomst tussen het gemeente Sint-Jan-Molenbeek, het BIM en de aannemers SARPI Remediation n.v. en MOURIK n.v., die tot doel heeft de rechten en plichten van elke partij na de oprichting van de Centrale door het BIM vast te leggen, en dit na de gunning van de opdracht aan de twee erkende aannemers;

Gezien de nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Enig artikel:

De overeenkomst tussen de Gemeente, het BIM en de aannemers SARPI Remediation n.v. en MOURIK n.v. goed te keuren.

*6 annexes / 6 bijlagen*

*TECHNISCHE BEPALINGEN\_Centrale saneringswerken\_NL.docx,*

*Convention\_CentraleTraitement\_NL.DOCX, 2468\_2019H0174\_2019\_07\_15\_CSCH - Modele*

26 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Convention de partenariat entre la Commune, la SNCB et Citydev.brussels - Occupation transitoire de la parcelle 18 de la friche gare de l'Ouest.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 novembre 2017 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine Gare de l'Ouest (CRU 3) ;  
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 septembre 2021 approuvant en troisième lecture le Plan d'Aménagement Directeur (PAD) de la Gare de l'Ouest ;  
Considérant que le site destiné à l'occupation transitoire est une parcelle non bâtie, d'environ 10 000 mètres carrés, sise entre la voie ferrée et la rue Alphonse Vandenpeereboom et qu'il est propriété de la Société Nationale des Chemins de fer belge (S.N.C.B) ;  
Considérant que la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (S.D.R.B.), connu également sous le nom de Citydev.brussels, est en charge du développement d'une occupation transitoire sur le site en question ;  
Considérant que les partenaires s'engagent à collaborer à la mise en place d'une occupation transitoire sur la parcelle n° 018 ;  
Vu le projet de convention repris en annexe;

DÉCIDE:

Article unique :

D'approuver le projet de convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, la SNCB et Citydev.brussels (joint en annexe).

---

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Partnerschapsovereenkomst tussen de Gemeente, de NMBS en Citydev.brussels - Transitioir gebruik van perceel 18 van het braakliggend terrein Weststation.**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 2017 tot goedkeuring van het programma van het Stadsvernieuwingscontract Weststation (SVC 3) ;  
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 september 2021 tot goedkeuring van het Richtplan van aanleg (RPA) voor het Weststation in derde lezing ;  
Overwegende dat het voor transitioir gebruik bestemde terrein een onbebouwd stuk grond is van ongeveer 10.000 vierkante meter, gelegen tussen de spoorlijn en de Alphonse Vandenpeereboomstraat en dat het eigendom is van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (NMBS) ;  
Overwegende dat de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (G.O.B.H.), ook bekend onder de naam Citydev.brussels, belast is met de ontwikkeling van een transitioir gebruik op het betrokken terrein ;  
Overwegende dat de partners zich ertoe verbinden samen te werken bij het opzetten van een transitioir gebruik op perceel nr. 018 ;  
Gezien de bijgevoegde ontwerpovereenkomst.

BESLUIT:

Enig artikel :

De ontwerpovereenkomst tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, de N.M.B.S en Citydev.brussels goed te keuren (bijgevoegd).

*1 annexe / 1 bijlage*

*Convention tripartite\_version finale.pdf*

---

27 **Taxes communales -Taxes sur les caisses communales - Arrêté suspendant l'exécution de sa**

## décision du 29 juin 2022.

Le texte suivra

---

### **Gemeentebelastingen - Belastingen op automatische kassa's - Besluit tot opschorting van de uitvoering van zijn besluit van 29 juni 2022.**

De tekst zal volgen

---

#### 28 **Service Marchés Publics - Location de bus avec Chauffeur pour le transport d'enfants - Approbation des conditions et du mode de passation - Modification**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment les articles 234§1 et 236§1 relatif aux compétences du conseil communal et du collège et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du 29 juin 2022 du Conseil Communal d'approuver le cahier des charges N° 2022/1146 relatif au marché "Location de bus avec Chauffeur pour le transport d'enfants" et le montant estimé du marché, établis par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 510.000,00 EUR TVAC et de passer un marché par la procédure ouverte; Vu l'avis de tutelle du 05 août 2022 demandant de préciser le recours à la faculté de faire appel aux mesures correctrices selon l'article 70 de la loi du 17 juin 2016 ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le cahier des charges en ce sens;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget ordinaire des exercices 2023 et 2024 à l'article 7050/124/48;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et échevins en date du 18.08.2022;

DECIDE:

Article 1er

de modifier le cahier des charges N° 2022/1146 relatif au marché "Location de bus avec Chauffeur pour le transport d'enfants" en précisant les modalités de recours aux mesures correctrices.

Article 2

de lancer la publication au niveau national et européen.

Article 3

de transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

---

#### **Dienst Overheidsopdracht - Busverhuur met chauffeur voor kindervoer - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze - Modificatie**

DE RAAD,



Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 234§1 en 236§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad en college van burgemeester en schepenen ;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gezien de beslissing van de gemeenteraad van 29 juni 2022 om het bestek nr. 2022/1146 betreffende de opdracht "Huur van bussen met chauffeur voor het vervoer van kinderen" en het geraamde bedrag van de opdracht, opgesteld door het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren. De voorwaarden zijn opgenomen in het bestek en in de algemene voorschriften voor de uitvoering van overheidsopdrachten. Het geraamde bedrag is 510.000,00 EUR inclusief BTW en de opdracht moet worden gegund via de openbare procedure;

Gelet op het voogdijbericht van 05 augustus 2022 met het verzoek om het gebruik van de mogelijkheid om corrigerende maatregelen in te roepen te preciseren overeenkomstig artikel 70 van de wet van 17 juni 2016;

Overwegende dat het bestek dienovereenkomstig moet worden gewijzigd;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2023 et 2024, op artikel 7050/124/48 van de gewone dienst ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 18.08.2022;

Beslist:

Artikel 1

het bestek nr. 2022/1146 betreffende de opdracht "Huur van bussen met chauffeur voor het vervoer van kinderen" te wijzigen door de voorwaarden voor het gebruik van corrigerende maatregelen te specificeren

Artikel 2

het standaardformulier voor de bekendmaking op nationaal en Europees niveau te publiceren.

Artikel 3

deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Avis+de+marché.pdf.pdf, 2022\_05\_18\_CCH - FR.pdf, 2022\_05\_18\_Bestek - Model 3P.pdf, Aankondiging+van+opdracht.pdf.pdf*

---

## 29 Recettes communales - Vérification de l'encaisse communale du 01.01.2021 au 31.12.2021.

LE CONSEIL,

Prend connaissance du procès-verbal de vérification de l'encaisse communale du 01.01.2021 au 31.12.2021 ;

Considérant que la situation de l'encaisse communale au 05/07/2022 a été vérifiée par Monsieur l'Echevin des Finances délégué;

Considérant que le solde positif à justifier par le Receveur communal s'élève à 17.012.469,95 EUR tel qu'il est repris dans la situation de trésorerie détaillée ci-annexée ;

Considérant que ce solde inclut un crédit à terme fixe de 10.000.000€ auprès de BRINFIN;

Considérant qu'aucune observation n'est à formuler concernant cette vérification, l'encaisse correspondant exactement aux montants à justifier ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 81 du nouveau Règlement sur la comptabilité communale ;

DECIDE :

Article unique :

Prend connaissance du procès-verbal de la vérification de l'encaisse communale du 01.01.2021 au 31.12.2021 conformément aux dispositions de l'article 131 de la nouvelle loi communale.

---

**Gemeenteontvangsten - Controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2021 tot 31.12.2021.**

DE RAAD,

Neemt kennis van het proces-verbaal van de controle van de gemeentekas van 01.01.2021 tot 31.12.2021;

Overwegende dat het kasgeld tot en met 05.07.2022 werd gecontroleerd door De heer afgevaardigde Schepen van Financiën;

Overwegende dat het positief saldo te verklaren door de Gemeenteontvanger 17.012.469,95 EUR bedraagt zoals dit in bijlage werd gerechtvaardigd in de toestand van de thesaurie;

Overwegende dat het resultaat leninge op vaste termijn bevat van 10.000.000€ bij BRINFIN;

Overwegende dat geen enkele opmerking geformuleerd werd bij deze controle, de gemeentekas komt exact overeen met de te rechtvaardigen bedragen;

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 81 van het nieuw reglement op de gemeentelijke boekhouding;

BESLIST:

Enig artikel:

Neemt kennis van het proces-verbaal van de controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2021 tot 31.12.2021 overeenkomstig de bepalingen van artikel 131 van de nieuwe gemeentewet.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*SITUATION DE CAISSE POUR LA PERIODE du 01.01.2021 au 31.12.2021 NL.pdf, SITUATION DE CAISSE POUR LA PERIODE du 01.01.2021 au 31.12.2021 FR.pdf*

---

**30 Recette communale - Marché de services pour la conclusion de crédits destinés au financement du service extraordinaire de l'exercice 2022 - Cahier des charges.**

LE CONSEIL,

Considérant que le service extraordinaire du budget communal de l'exercice 2022 est financé, en partie, par des crédits;

Vu la loi communale et, notamment, l'article 123, 4° ;

Vu l'article 28, §1, 6° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Considérant que, bien que les contrats de crédits à conclure avec un organisme bancaire ne soient plus soumis aux règles relatives aux marchés publics, la Commune est tout de même tenue de respecter les principes de transparence, d'égalité et de concurrence; que c'est à cette fin que ce cahier des charges a été rédigé ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le cahier des charges pour le marché de services relatif à la conclusion de crédits pour le financement du service extraordinaire de l'exercice 2022.

Article 2 :

D'approuver la dépense globale du marché estimée à 15.774.709,19 euro.

---

**Gemeenteontvangerij - Opdracht van diensten voor het afsluiten van kredieten voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2022 - Bestek.**

DE RAAD,

Overwegende dat de buitengewone dienst van de begroting 2022, onder andere, wordt gefinancierd door kredieten;

Gezien de gemeentewet, meer bepaald artikel 123, 4° ;

Gezien artikel 28, §1, 6° van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Overwegende dat de kredietovereenkomsten die met een bankinstelling worden afgesloten niet meer onder de regels betreffende overheidsopdrachten vallen, de gemeente niettemin de beginselen van transparantie, gelijkheid en concurrentie moet eerbiedigen; dat voor deze doelstelling het bestek in bijlage is opgesteld;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het bestek betreffende de opdracht van diensten voor het afsluiten van kredieten voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2022;

Artikel 2 :

De globale uitgave geraamd op 15.774.709,19 euro goed te keuren.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Cahier des charges 2022.pdf, Bestek 2022.pdf*

---

**31 Prévention et Cohésion sociale - ASBL MOVE - Molenbeek Vivre Ensemble ASBL - Rapport d'activités 2021, comptes de résultats et bilan 2021 - Rapport du réviseur d'entreprise - Budget 2022.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 12 novembre 1992 relative à la création de l'Asbl MOVE (anciennement ASBL Lutte contre l'exclusion sociale à Molenbeek) ;

Vu l'article 6 du contrat de concession établi entre la Commune et l'Asbl ;

Vu l'approbation du rapport d'activités 2021, des comptes de résultats et bilan 2021, du rapport du réviseur d'entreprises et du budget 2022 de l'Asbl MOVE par l'Assemblée Générale du 30 juin 2022.

DECIDE :

Article Unique :

De prendre acte du rapport d'activités 2021, des comptes de résultats et bilan 2021, du rapport du Réviseur d'entreprises et du budget 2022 de l'Asbl MOVE.

---

**Preventie en sociale cohesie - MOVE VZW - Molenbeek Vivre Ensemble VZW - Jaarverslag 2021, resultaatrekeningen en balans 2021- Verslag van de Bedrijfsrevisor - Begroting 2022.**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 12 november 1992 inzake de stichting van de Vzw MOVE (Vroeger Vzw Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek);  
Gelet op het artikel 6 van het concessiecontract opgesteld tussen de Gemeente en de Vzw ;  
Gelet op de goedkeuring van het Jaarverslag 2021, van de resultaatrekeningen en balans 2021 en het verslag van de Bedrijfsrevisor, de begroting 2022 door de Algemene vergadering van 30 juni 2022 van de Vzw.

BESLIST :

Enkel Artikel :

Akte te nemen van het Jaarverslag 2021, van de resultaatrekeningen en balans 2021, het verslag van de Bedrijfsrevisor en de Begroting 2022 van de vzw MOVE.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Rapport d'activités 2021.pdf, Budget 2022.pdf, Comptes 2021, Rapport de Gestion et Rapport du réviseur 2021.pdf*

---

32 **Développement Durable - Biodiversité - Demande de subside de l'ASBL l'association « La Ligue Royale Belge pour la Protection des Oiseaux » pour financer le centre de revalidation de la faune sauvage.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu le Plan de Développement Communal de Molenbeek-Saint-Jean du 13/06/2003 et plus particulièrement le point 2.14 sur le développement durable ;

Considérant que « La Ligue Royale Belge pour la Protection des Oiseaux » est la plus ancienne association nationale de protection de la nature et de la faune sauvage en Belgique ;

Vu que l'ASBL « La Ligue Royale Belge pour la Protection des Oiseaux », N.E. 414 132 194, rue de Veeweyde 43-45 à 1070 Anderlecht, IBAN BE43 0000 2965 3001, représentée par Mr Thierry Decock, Responsable Administratif et financier, a introduit le 13/06/2022 une demande de subside communal pour contribuer à financer le centre de revalidation de la faune sauvage ;

Considérant que les crédits de 800 Euros sont disponibles à l'article 8790/332-02 (intitulé « Environnement - subsides aux organismes ») du budget ordinaire 2022 ;

DECIDE:

Article 1

D'octroyer un subside d'un montant de 800 Euros à l'ASBL « La Ligue Royale Belge pour la Protection des Oiseaux », N.E. 414 132 194, rue de Veeweyde 43-45 à 1070 Anderlecht, IBAN BE43 0000 2965 3001, représentée par Mr Jean-François Buslain, Directeur, afin de contribuer à financer le centre de revalidation de la faune sauvage.

Article 2

D'engager la dépense de 800 Euros à l'article 8790/332-02 du budget ordinaire 2022.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

---

**Duurzame ontwikkeling - Biodiversiteit - Subsidieaanvraag van de VZW « La Ligue Royale Belge pour la Protection des Oiseaux » om het revalidatiecentrum van de wilde fauna te**

## financieren.

DE RAAD,

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien het wet van 14 november betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op het gemeentelijk ontwikkelingsplan van Sint-Jans-Molenbeek van 13/06/2003 en meer bepaald op punt 2.14 in verband met duurzame ontwikkeling;

Overwegende de vzw « La Ligue Royale Belge pour la Protection des Oiseaux » is de oudste nationaal vereniging van de bescherming van de natuur en de wilde fauna in België;

Gezien dat de vzw « La Ligue Royale Belge pour la Protection des Oiseaux », ondernemingsnummer 414 132 194, Veeweydestraat 43-45 te 1070 Anderlecht, IBAN BE43 0000 2965 3001, vertegenwoordigd door Dhr Thierry Decock, Administratief en Financieel verantwoordelijk, op 13/06/2022 een aanvraag voor een gemeentelijke subsidie heeft ingediend voor een bijdrage tot financieren van het revalidatiecentrum van de wilde fauna;

Gezien de kredieten van 800 euro beschikbaar zijn op artikel 8790/332-02 (“Leefmilieu – subsidie aan verenigingen”) van de gewone begroting van 2022;

BESLUIT:

Artikel 1

Een subsidie van 800 euro toe te kennen aan de VZW « La Ligue Royale Belge pour la Protection des Oiseaux », ondernemingsnummer 414 132 194, Veeweydestraat 43-45 te 1070 Anderlecht, IBAN BE43 0000 2965 3001, vertegenwoordigd door Dhr Jean-François Buslain, Directeur, voor een bijdrage tot financieren van het revalidatiecentrum van de wilde fauna.

Artikel 2

De uitgave van 800 euro in te schrijven op artikel 8790/332-02 van de gewone begroting van 2022.

Verzending van de huidige beraadslaging zal doorgegeven worden aan de voogdijoverheid in overeenstemming met de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

*1 annexe / 1 bijlage*

*LRBPO - Demande de Subside - Molenbeek-Saint-Jean.pdf*

---

### 33 Développement Durable - Octroi de subsides communaux POTAGERS.1080 - 2022.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu le règlement communal sur l'octroi des subsides du 23 mai 2018 ;

Vu la délibération du Conseil Communal en séance du 22/12/2021 lors de laquelle a été approuvé le principe d'allouer un subside communal en 2022 sous le nom de POTAGERS.1080 en faveur des associations locales gestionnaires de potagers de quartier à vocation collective;

Considérant que le service Développement Durable a reçu **9 demandes de subside** au cours de la période d'introduction des demandes (clôturée au 15/04/2022) ;

Considérant que la première demande émane de l'asbl **la Cité Joyeuse** dont le siège social est établi Rue de la Cité Joyeuse 2, 1080 Molenbeek-Saint-Jean (numéro de compte : BE94 3100 6501 1914 - BIC : BBRUBEBB - n°.entreprise 0407.963.093) ;

Considérant que la deuxième demande émane de l'asbl **l'Espoir** dont le siège social est établi Rue Fin 13 bte D00, 1080 Molenbeek-Saint-Jean (numéro de compte BE52 0017 0702 6309 - BIC :

GEBABEBB - n°.entreprise 0525.689.322) ;

Considérant que la troisième demande émane de l'asbl **Atelier Groot Eiland** dont le siège social est établi Quai du Hainaut 29 b2, 1080 Molenbeek-Saint-Jean (numéro de compte BE93 7340 3886 4067 - BIC : KREDBEBB - n°.entreprise 0430 686 037) ;

Considérant que la quatrième demande émane de l'association de fait **Heyvaert au naturel** dont le siège social est établi Rue de Liverpool 2, 1080 Molenbeek-Saint-Jean (numéro de compte BE82 9731 4359 2568 - BIC : ARSPBE22 ) ;

Considérant que la cinquième demande émane de l'association de fait **Jardin de l'Avenir** dont le siège social est établi Rue de l'Avenir 19, 1080 Molenbeek-Saint-Jean (numéro de compte BE76 9660 1272 7595 - BIC : NEECBEB2) ;

Considérant que la sixième demande émane de l'association de fait **Molenbabbel** dont le siège social est établi Square Edmond Machtens 1, 1080 Molenbeek-Saint-Jean (numéro de compte BE63 3101 1500 5108 - BIC : BBRUBEBB) ;

Considérant que la septième demande émane de l'asbl **ParckFarm** dont le siège social est établi rue Antoine Clesse 27, 1020 Laeken (numéro de compte : BE60 0688 9983 4570 - BIC : GKCCBEBB - n°.entreprise 0550.642.769) ;

Considérant que la huitième demande émane de l'asbl **Potager Partage coulée verte** dont le siège social est établi Avenue Jean Dubrucq 241, 1080 Molenbeek-Saint-Jean (numéro de compte BE12 7360 7615 7592 - BIC : KREDBEBB - n°.entreprise 0753895282) ;

Considérant que la neuvième et dernière demande émane de l'association de fait **Duchesse des Quatre-Vents** dont le siège social est établi Manchesterstraat 25, 1080 Molenbeek-Saint-Jean (numéro de compte BE03 5230 8121 9084 - BIC : TRIOBEBB ) ;

Considérant que les dossiers de demande de l'asbl **la Cité Joyeuse**, l'asbl **Atelier Groot Eiland**, l'association de fait **Heyvaert au naturel**, l'association de fait **Jardin de l'Avenir**, l'association de fait **Molenbabbel**, l'asbl **ParckFarm**, l'asbl **Potager Partage coulée verte** et l'association de fait **Duchesse des Quatre-Vents** sont complets et conformes au règlement du subside ;

Considérant la convention de subventionnement élaborée spécifiquement pour l'octroi dudit subside (voir annexe 1) ;

Considérant que la somme de 10.000 EUR a été réservée à l'article budgétaire 8792/332-02 en 2022 (Développement Durable – Subside aux associations) en vue du subventionnement ;

## DÉCIDE

Article 1 :

D'octroyer à l'asbl **la Cité Joyeuse**, en vertu du règlement POTAGERS.1080, un subside de 1.000 EUROS.

Article 2 :

D'octroyer à l'asbl **l'Espoir**, en vertu du règlement POTAGERS.1080, un subside de 1.000 EUROS.

Article 3 :

D'octroyer à l'asbl **Atelier Groot Eiland**, en vertu du règlement POTAGERS.1080, un subside de 1.000 EUROS.

Article 4 :

D'octroyer à l'association de fait **Heyvaert au naturel**, en vertu du règlement POTAGERS.1080, un subside de 1.000 EUROS.

Article 5 :

D'octroyer à l'association de fait **Jardin de l'Avenir**, en vertu du règlement POTAGERS.1080, un subside de 1.000 EUROS.

Article 6 :

D'octroyer à l'association de fait **Molenbabbel**, en vertu du règlement POTAGERS.1080, un subside de 1.000 EUROS.

Article 7 :

D'octroyer à l'asbl **ParckFarm**, en vertu du règlement POTAGERS.1080, un subside de 1.000 EUROS.

Article 8 :

D'octroyer à l'asbl **Potager Partage coulée verte**, en vertu du règlement POTAGERS.1080, un subside de 1.000 EUROS.

Article 9 :

D'octroyer à l'association de fait **Duchesse des Quatre-Vents**, en vertu du règlement POTAGERS.1080, un subside de 1.000 EUROS.

Article 10 :

D'approuver la convention de subventionnement proposée à cet effet (Annexe 1).

Article 11 :

De réserver la somme de 9.000 EUR à l'article budgétaire 8792/332-02 en vue du subventionnement des associations de fait et asbl demandeuses, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle.

Envoi de la présente au(x) service(s) : Affaires Juridiques, Comptabilité

---

## **Duurzame Ontwikkeling - Toekenning van gemeentelijke subsidies MOESTUIN.1080 - 2022.**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad in zijn vergadering van 22/12/2021 waarbij het principe van de toekenning van een gemeentelijke subsidie in 2022 onder de naam MOESTUIN.1080 ten gunste van lokale verenigingen die buurtmoestuinen met een collectieve roeping beheren, werd goedgekeurd;

Overwegende dat de Duurzame Ontwikkeling dienst **9 subsidieaanvragen** heeft ontvangen in de periode van indiening van de aanvragen (afgesloten op 15/04/2022);

Overwegende dat de eerste aanvraag uitgaat van de vzw **la Cité Joyeuse**, waarvan de hoofdzetel gevestigd is in de Cité Joyeusestraat 2, 1080 Sint-Jans-Molenbeek (rekeningnummer: BE94 3100 6501 1914 - BIC : BBRUBEBB - bedrijfsnr. : 0407.963.093) ;

Overwegende dat de tweede aanvraag uitgaat van de vzw **l'Espoir**, waarvan de hoofdzetel gevestigd is in de Finstraat 13, 1080 Sint-Jans-Molenbeek (rekeningnummer: BE52 0017 0702 6309 - BIC : GEBABEBB - bedrijfsnr. : 0525.689.322) ;

Overwegende dat de derde aanvraag uitgaat van de vzw **Atelier Groot Eiland** waarvan de hoofdzetel gevestigd is in de Henegouwenkaai 29 b2, 1080 Sint-Jans-Molenbeek (rekeningnummer: BE93 7340 3886 4067 - BIC : KREDBEBB - bedrijfsnr. : 0430 686 037) ;

Overwegende dat de vierde aanvraag uitgaat van de feitelijke vereniging **Heyvaert au naturel** waarvan de hoofdzetel gevestigd is in de Liverpoolstraat 2, 1080 Sint-Jans-Molenbeek (rekeningnummer: BE82 9731 4359 2568 - BIC : ARSPBE22 ) ;

Overwegende dat de vijfde aanvraag uitgaat van de feitelijke vereniging **Jardin de l'Avenir** waarvan de hoofdzetel gevestigd is in de Toekomststraat 19, 1080 Sint-Jans-Molenbeek (rekeningnummer: BE76 9660 1272 7595 - BIC : NEECBEB2 ) ;

Overwegende dat de zesde aanvraag uitgaat van de feitelijke vereniging **Molenbabbel** waarvan de hoofdzetel gevestigd is in de Edmond Machtens Square 1, 1080 Sint-Jans-Molenbeek (rekeningnummer: BE63 3101 1500 5108 - BIC : BBRUBEBB) ;

Overwegende dat de zevende aanvraag uitgaat van de vzw **ParckFarm** waarvan de hoofdzetel gevestigd is in de Antoine Clesse straat 27, 1020 Laeken, 1080 Sint-Jans-Molenbeek (rekeningnummer: BE60 0688 9983 4570 - BIC : GKCCBEBB - bedrijfsnr. : 0550.642.769) ;

Overwegende dat de achtste uitgaat van de vzw **Potager Partage coulée verte** waarvan de hoofdzetel gevestigd is in de Jean Dubrucq Laan 241, 1080 Sint-Jans-Molenbeek (rekeningnummer: BE12 7360 7615 7592 - BIC : KREDBEBB - bedrijfsnr. : 0753895282) ;

Overwegende dat de negende en laatste aanvraag uitgaat van de feitelijke vereniging **Duchesse des Quatre-Vents** waarvan de hoofdzetel gevestigd is in de Manchesterstraat 25, 1080 Sint-Jans-Molenbeek (rekeningnummer: BE03 5230 8121 9084 - BIC : TRIOBEBB);

Overwegende dat de door de verenigingen ingediende aanvragen volledig zijn en in overeenstemming met de subsidiereglement;

Overwegende dat de subsidieovereenkomst die specifiek voor de toekenning van de genoemde

subsidie is opgesteld (zie bijlage 1);

Overwegende dat op begrotingsartikel 8792/332-02 (Duurzame ontwikkeling - Subsidie aan verenigingen) een bedrag van 10 000 EUR is uitgetrokken in 2022 voor de subsidiëring van ;

BESLIST :

Artikel 1 :

De vzw **la Cité Joyeuse** op grond van de reglement MOESTUIN.1080 een subsidie van 1.000 EURO toe te kennen.

Artikel 2 :

De vzw **l'Espoir** op grond van de reglement MOESTUIN.1080 een subsidie van 1.000 EURO toe te kennen.

Artikel 3 :

De vzw **Atelier Groot Eiland** op grond van de reglement MOESTUIN.1080 een subsidie van 1.000 EURO toe te kennen.

Artikel 4 :

De feitelijke vereniging **Heyvaert au naturel** op grond van de reglement MOESTUIN.1080 een subsidie van 1.000 EURO toe te kennen.

Artikel 5 :

De feitelijke vereniging **Jardin de l'Avenir** op grond van de reglement MOESTUIN.1080 een subsidie van 1.000 EURO toe te kennen.

Artikel 6 :

De feitelijke vereniging **Molenbabbel** op grond van de reglement MOESTUIN.1080 een subsidie van 1.000 EURO toe te kennen.

Artikel 7 :

De vzw **ParckFarm** op grond van de reglement MOESTUIN.1080 een subsidie van 1.000 EURO toe te kennen.

Artikel 8 :

De vzw **Potager Partage coulée verte** op grond van de reglement MOESTUIN.1080 een subsidie van 1.000 EURO toe te kennen.

Artikel 9 :

De feitelijke vereniging **Duchesse des Quatre-Vents** op grond van de reglement MOESTUIN.1080 een subsidie van 1.000 EURO toe te kennen.

Artikel 10 :

De hiertoe voorgestelde subsidieovereenkomst goed te keuren (bijlage 1).

Artikel 11 :

Het bedrag van 9.000 EUR voor begrotingsartikel 8792/332-02 voor te behouden met het oog op de subsidiëring van de aanvragende verenigingen.

Verzending van deze beraadslaging naar de diens(en): Juridische Zaken, Boekhouding

*9 annexes / 9 bijlagen*

*Convention subside Cité joyeuse.pdf, Convention subside Molenbabbel.pdf, Convention subside Parckfarm.pdf, Convention subside Jardin Avenir.pdf, Convention subside l'Espoir Asbl.pdf, Convention subside Potager partagé coulée verte.pdf, Convention subside Quatre-vents.pdf, Convention subside Heyvaert.pdf, Convention subside Grooteiland.pdf*